



PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

MINISTRE DE LA PLANIFICATION DU
DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION



REPUBLIQUE TOGOLAISE

Travail – Liberté – Patrie

COMPTES NATIONAUX 2019

(Base 2016)

COMPTES SEMI-DEFINITIFS

RAPPORT D'ANALYSE

Février 2022

INDICATEURS DE PERFORMANCE GLOBALE DE L'ECONOMIE

Rubrique	Libellé	2018	2019
Principaux Agrégats (En Milliards de FCFA, valeur courante)			
	Produit intérieur brut (PIB)	3 904,4	4 097,1
	Exportations de biens et services	949,9	979,5
	Importations de biens et services	1 298,0	1 328,9
	Formation brute de capital fixe (FBCF)	695,6	728,1
	Consommation finale totale (CF)	3 505,2	3 684,3
	Epargne brute	620,8	737,6
Agrégat par tête (En milliers de FCFA)			
	PIB/tête	524,8	537,9
	CF des ménages/tête	394,0	404,5
	RDB des ménages/tête	452,5	467,1
Taux de croissance (%)			
	Taux de croissance réel du PIB	4,8	4,9
	Taux de croissance réel de la CF des ménages	3,8	4,8
	Taux de croissance réel de la FBCF	9,1	4,2
	Taux de croissance réel des Exportations	0,6	3,4
	Taux de croissance réel des Importations	5,4	3,1
Indicateurs de structure et autres taux (%)			
	Part de l'informel dans la VAB	49,2	48,8
	Taux d'investissement [(FBCF+VS) / PIB]	19,1	18,6
	Taux d'épargne [Epargne brute/PIB]	15,9	18,0
	Taux effectif de prélèvement fiscal [Total des impôts et taxes / PIB]	12,7	13,8
Prix			
	Déflateur du PIB	100,5	100,0
	Taux d'inflation (INHPC en %)	100,6	100,7
Echange avec l'extérieur			
	Solde balance des biens et services/PIB (%)	-8,9	-8,5
	Taux de pénétration (%) [Importations/Total Ressource]	24,9	24,5
	Propension moyenne à exporter [Exportations/PIB]	0,243	0,239
	Propension moyenne à importer [Importations/PIB]	0,332	0,324
	Taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur (%)	57,6	56,3
	Taux de couverture du commerce extérieur (%)	73,2	73,7
	Termes de l'échange (%)	99,7	100,4
	Capacité/besoin de financement du reste du monde/PIB (%)	-2,0	-3,5
	Exportations des biens manufacturés/Total exportations (%)	40,2	40,6
Indicateurs de comportement et de participation des sociétés non financières (%)			
	Part salariale	36,0	36,8
	Taux de marge	63,5	63,7
	Part de l'épargne des entreprises dans l'épargne totale	-22,3	-11,0
	Taux d'investissement	34,7	34,6
Indicateurs de comportement et de participation des ménages			
	Propension moyenne à consommer	0,871	0,866
	Part de l'investissement financé par l'épargne (%)	43,7	42,1
	Part de la CF dans le PIB (%)	75,1	75,2
	Investissement des ménages dans l'investissement total (%)	26,7	26,4
Population			
	Population totale (en millions)	7,440	7,617
	Population active occupée (en millions)	3,172	3,178
	Taux de croissance démographique moyen (%)	2,4	2,4

Rubrique	Libellé	2018	2019
Ratios (%)			
	Consommation finale des ménages/PIB	75,1	75,2
	Consommation finale publique/PIB	13,2	13,2
	Consommation finale totale/PIB	89,8	89,9
	FBCF Privée/PIB	12,7	13,1
	FBCF publique/PIB	5,1	4,7
	FBCF totale/PIB	17,8	17,8
	Exportations/PIB	24,3	23,9
	Importations/PIB	33,2	32,4

EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX

Koame KOUASSI,

Directeur général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)

Tchiou ANIMAOU,

Secrétaire général de l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED)

Kodzo Dodzi HEVI,

Directeur de la comptabilité nationale et des études économiques (DCNEE)

P'lanam Germain FAROUH,

Chef division des comptes nationaux et de la prévision (DCNP)

Koffi Mepanou ADOLI,

Chef division statistique et analyse conjoncturelle (DSAC)

Amey OTCHAKPA,

Chef division des statistiques économiques et courantes (DSEC)

Nouroudine ABDOULAYE,

Directeur régional KARA

Wiyao DJENGLE,

Responsable du compte des sociétés financières

Abravi DUYIBOE,

Compte des administrations publiques,

Responsable du volet sécurité sociale

Dadja Tassondi TAZOU,

Responsable du compte des sociétés non financières

Kodjovi Djigbodi NATOR,

Responsable du secteur primaire

Sinam Hippolyte TOKI,

Comptable national

Bata Malouwa BAKE,

Comptable national

TABLE DES MATIERES

INDICATEURS DE PERFORMANCE GLOBALE DE L'ECONOMIE	i
EQUIPE TECHNIQUE DES COMPTES NATIONAUX.....	iii
TABLE DES MATIERES	iv
LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES GRAPHIQUES	v
SIGLES ET ACRONYMES.....	vi
AVANT-PROPOS.....	8
RESUME	9
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	10
2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2019	12
2.1. Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques	12
2.2. Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre	14
2.3. Evolution des emplois du PIB	24
2.4. Analyse des secteurs institutionnels en 2019.....	29
2.5. Compte du Reste du monde.....	35
BIBLIOGRAPHIE.....	37
ANNEXES	38
Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants.....	38
Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités de 2016 à 2018 en volume.....	39
Annexe 3: Matrice emploi	40
Annexe 4: Tableau des Ressources et des Emplois de l'économie de 2018 à 2019.....	43
Annexe 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) de 2016 à 2019	46

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et en volume	13
Tableau 2: Evolution des principales productions agricoles en valeur courante.....	16
Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courant	17
Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB en volume	24
Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit en termes réel.....	25
Tableau 6: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2018 à 2019	27
Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services importés en 2018 et 2019	28
Tableau 8: Quelques indicateurs sur les SNF	31
Tableau 9: Quelques indicateurs sur les SF	32
Tableau 10 : Quelques indicateurs sur les APU.....	33
Tableau 11: Compte du Reste du monde de 2018 à 2019	35

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2018 et 2019 en volume	14
Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activités entre 2018 et 2019	15
Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2018 à 2019	22
Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité de 2018 à 2019	22
Graphique 5: Part (en%) de chaque secteur institutionnel dans la VAB de 2018 et 2019	29
Graphique 6: Ventilation (en %) de la VAB dans les SF, ISBLSM et APU	30
Graphique 7: Ventilation (en %) de la VAB dans les SNF et les Ménage.....	31

SIGLES ET ACRONYMES

ABPP	: Appui budgétaire aux politiques publiques
AFRISTAT	: Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne
AFRITAC de l'Ouest	: Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'Ouest
APU	: Administrations publiques
BIE	: Budget d'investissement et d'équipement
BTP	: Bâtiments et travaux publics
CAF	: Coût, assurance et fret
CB	: Compte de branche
CCF	: Consommation de capital fixe
CPC	: Classification centrale des produits
CF	: Consommation finale
CITI (Rev 3)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (troisième révision)
CITI (Rev 4)	: Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (quatrième révision)
CNA	: Comptes nationaux annuels
CNSS	: Caisse nationale de sécurité sociale
DCNEE	: Direction de la comptabilité nationale et des études économiques
DCNP	: Division des comptes nationaux et de la prévision
DEC 2080	: Document des établissements de crédit
DSF	: Déclarations statistiques et fiscales
EB	: Épargne brute
EBE	: Excédent brut d'exploitation
EPN	: Etablissements publics nationaux
ERE	: Équilibre des ressources et des emplois
ERETES	: Équilibre ressources emplois - Tableau entrée sortie
FAB	: Franco à bord
FBC	: Formation brute de capital
FBCF	: Formation brute de capital fixe
FCFA	: Franc de la communauté financière africaine
FMI	: Fonds monétaire international
IHPC	: Indice harmonisé des prix à la consommation
INSEED	: Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques
ISBL	: Institution sans but lucratif
ISBLSM	: Institution sans but lucratif au service des ménages
NAEMA	: Nomenclature des activités des Etats membres d'AFRISTAT
NOPEMA	: Nomenclature des produits des Etats membres d'AFRISTAT
ONG	: Organisation non gouvernementale
PIB	: Produit intérieur brut

PNIASA	: Programme national d'investissement agricole et de sécurité alimentaire
PNUD	: Programme des nations unies pour le développement
PTF	Partenaires techniques et financiers
QUIBB	: Questionnaire unifié des indicateurs de base de bien-être
RDB	: Revenu disponible brut
RDM	: Reste du monde
RGPH	: Recensement général de la population et de l'habitat
RSa	: Rémunération des salariés
SCN	: Système de comptabilité nationale
SCN 1993	: Système de comptabilité nationale de 1993
SCN 2008	: Système de comptabilité nationale de 2008
SF	: Société financière
SIFIM	: Services d'intermédiation financière indirectement mesurés
SNF	: Société non financière
TCEI	: Tableau des comptes économiques intégrés
TRE	: Tableau des ressources et des emplois
TVA	: Taxe sur la valeur ajoutée
UE	: Union européenne
UEMOA	: Union économique et monétaire ouest africaine
VAB	: Valeur ajoutée brute
VS	: Variations des stocks

AVANT-PROPOS

L'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) a le plaisir de publier le document d'analyse de l'activité économique pour l'année 2019. Cette nouvelle publication intitulée « **Comptes nationaux 2019 (Base 2016) comptes semi-définitifs** » entre dans le cadre de la production régulière des comptes nationaux au Togo après la migration au SCN 2008.

Ces comptes ont été élaborés conformément aux recommandations des Nations Unies contenues dans le SCN 2008 et à l'aide de l'outil ERETES. Cette publication permet au Togo d'être à jour par rapport aux recommandations internationales en matière d'élaboration des comptes nationaux (CNA) annuels.

L'INSEED tient à adresser ses remerciements :

- ✓ au Gouvernement pour tous les moyens mis à sa disposition afin que le projet de migration puisse être mis en œuvre ;
- ✓ à la Commission de l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) pour son appui financier à travers son Programme statistique régional (PSR 2015-2020) ;
à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) pour son assistance technique et son rôle de facilitation ;
- ✓ à l'Observatoire économique et statistique d'Afrique subsaharienne (AFRISTAT) pour son assistance technique ;
- ✓ au Centre régional d'assistance technique du FMI pour l'Afrique de l'ouest (AFRITAC de l'Ouest) pour son assistance technique ;
- ✓ à la Banque mondiale (BM) pour ses appuis financier et technique ;
- ✓ à la Banque africaine de développement (BAD) pour son appui technique ;
- ✓ à la commission de l'Union européenne (UE) pour son appui financier ;
- ✓ au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour son appui financier ;
- ✓ à tous les autres Partenaires techniques et financiers (PTF) ;
- ✓ aux membres du Comité technique de gestion (CTG) pour leur contribution ;
- ✓ aux différentes structures du Système statistique national (SSN) et aux autres fournisseurs de données statistiques (entreprises, ONG et associations, etc.) pour leur disponibilité ;
- ✓ à l'équipe des comptes nationaux pour le travail réalisé et à tout le personnel de l'INSEED pour leurs contributions diverses ;
- ✓ à toute personne associée de près ou de loin aux travaux.

Toutes remarques ou suggestions sur le contenu ou la forme du présent document seront les bienvenues. Les utilisateurs intéressés peuvent prendre contact avec l'INSEED pour toutes informations complémentaires.

Le Directeur Général

Koame KOUASSI

RESUME

En 2019, l'économie mondiale affiche un taux de croissance de 2,9% contre 3,6% en 2018 selon le rapport annuel de la BCEAO au titre de l'année 2019. Ce ralentissement de l'activité économique et financière au niveau mondial provient principalement des conflits commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine, d'une aggravation des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et de la persistance des incertitudes liées à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (Brexit).

Dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA), l'activité économique a connu une croissance de 6,6% tout comme en 2018. Cette croissance a été portée par l'ensemble des secteurs économiques dans tous les États membres de l'Union. Ces secteurs ont profité de la poursuite des efforts d'investissement dans le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole, des travaux de construction d'infrastructures de base, de l'apport des industries extractives et des résultats obtenus dans les secteurs du commerce, des transports et des communications.

L'activité économique nationale a été marquée par la poursuite de la mise en œuvre du plan national de développement (PND) 2018-2022 et du programme économique et financier conclu avec le FMI sur la période 2017-2019 ainsi que la mise en œuvre des réformes structurelles et des projets d'aménagement routier. Le Produit intérieur brut (PIB) en 2019 est de 4 097,1 milliards de FCFA contre 3 904,4 milliards de FCFA en 2018, en valeur nominale. En valeur réelle, le PIB s'élève à 4 114,5 milliards de FCFA, en progression de 4,9% par rapport à son niveau de 2018.

A l'instar des années précédentes, l'activité économique est prédominée par le secteur tertiaire : son poids dans le PIB réel est de 50,3% et sa contribution est de 3,0 points sur les 4,9% de croissance obtenue en 2019. Il est suivi du secteur primaire (21,0%) et du secteur secondaire (19,8%). Le secteur informel pour sa part, contribue à la formation de la VAB à hauteur de 48,8% contre 49,2% en 2018. Dans l'optique de la demande, la dépense de consommation finale en volume s'élève à 3 698,1 milliards de FCFA en 2019 contre 3 528,7 milliards de FCFA en 2018, soit un accroissement de 4,8%. La dépense de consommation finale totale représente 89,9% du PIB réel en 2019 contre 90,0% en 2018 et sa contribution à la croissance du PIB réel est de 4,3 points. Cette hausse est due à la progression de la consommation finale des ménages de 5,0%. La FBCF est passée de 696,2 milliards de FCFA en 2018 à 725,6 milliards de FCFA en 2019 en volume, soit une progression de 4,2% et une contribution à la croissance du PIB réel de 0,8 point. Son poids dans le PIB réel passe de 17,8% en 2018 à 17,6% en 2019.

S'agissant des échanges extérieurs de biens et services, le solde en valeur courante passe de - 348,0 milliards de FCFA en 2018 à -349,3 milliards de FCFA en 2019, traduisant ainsi une aggravation du déficit du solde de la balance commerciale.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Resserrement de l'économie mondiale en 2019 dû aux tensions commerciales, géopolitiques et aux incertitudes liées au Brexit

Le taux de croissance de **l'économie mondiale** est ressorti à 2,9% en 2019, contre 3,6% en 2018 (BCEAO, 2019)¹. Ce ralentissement de l'activité économique et financière au niveau mondial provient principalement des conflits commerciaux entre les Etats-Unis et la Chine, d'une aggravation des tensions géopolitiques au Moyen-Orient et de la persistance des incertitudes liées à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne (*Brexit*). Ce taux de croissance économique mondiale atteint est une résultante des taux enregistrés dans les différentes régions économiques notamment les pays avancés, les pays à revenu intermédiaire et les pays en développement.

Les économies avancées ont enregistré un ralentissement de leur croissance, passant de 2,2% en 2018 à 1,7% en 2019. Cette situation est expliquée par celle qui a prévalu aux Etats-Unis et dans la zone Euro avec les taux de croissance économique de 2,3% en 2019 contre 2,9% en 2018 puis 1,2% en 2019 contre 1,9% en 2018 (BCE, 2019)².

Dans la Zone euro, les incertitudes entourant le commerce mondial ont particulièrement pesé sur le secteur manufacturier et l'investissement. Cette situation serait plus alarmante avec les incertitudes liées au Brexit si les mesures d'assouplissement monétaire n'étaient pas prises. Ces mesures ont consisté en une nouvelle série d'opérations de refinancement, une extension du *forward guidance* (les indications sur la trajectoire future des taux d'intérêt directeurs) et une réduction du taux d'intérêt couplé avec le programme d'achats d'actifs. Aux Etats-Unis, ces mêmes tensions commerciales ont affecté non seulement les investissements mais également les importations et les exportations.

Tout comme les pays avancés, le taux de croissance dans **les pays émergents et en développement** est ressorti 3,7% en 2019 contre 4,5% en 2018. Ce ralentissement est marqué par la baisse des activités économiques dans les différents pays qui pilotent ce groupe notamment la Chine qui a perdu l'élan de sa croissance en passant de 6,6% en 2018 à 6,1% en 2019 consécutive au contexte précédemment décrit avec les échanges bilatéraux entre ce pays et les Etats-Unis. Ces tensions commerciales sont remarquables à travers des menaces protectionnistes traduites par l'augmentation des droits de douanes sur la majorité des produits échangés entre ces deux pays.

D'autre part, l'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 4,8% en 2019 contre 6,8% en 2018. Les facteurs qui expliquent ce ralentissement sont ceux liés aux fortes variations

¹ BCEAO, Rapport annuel, 2019

² BCE, Rapport annuel, 2019

saisonniers qui ont réduit la production agricole ainsi que la faiblesse de la demande extérieure résultante aux tensions géopolitiques et commerciales évoquées plus haut.

La baisse du prix de pétrole et sa volatilité ainsi que la décision du gouvernement russe d'augmenter la TVA de 18 % à 20 % en 2019 ont des effets néfastes sur le secteur réel de leur économie. A cet effet, le taux de croissance de cette économie s'est établi à 1,1% en 2019, après 2,3% en 2018.

En **Afrique subsaharienne**, la croissance économique s'est renforcée avec un taux qui s'établit à 3,3% en 2019, en légère accélération par rapport à celui de 2018 (+3,2%). Les investissements et les exportations sont les principaux facteurs de cette croissance. Diverses économies ont significativement contribué à cette croissance. Il s'agit notamment du Nigéria et de l'Afrique du Sud qui enregistrent une croissance respectivement de 2,3% en 2019 contre 1,9% en 2018 et 0,4% en 2019, après 0,8% en 2018. Cette croissance enregistrée par l'économie nigériane puise ses origines dans le redressement de la production et des cours du pétrole. Le fléchissement de l'économie sud-africaine provient de quelques difficultés dans les secteurs agricole et minier.

Maintien de la croissance économique en 2019 au sein de l'UEMOA

En dépit de ce contexte international peu favorable, l'économie de **l'Union économique et monétaire ouest africain (UEMOA)** a maintenu son niveau de croissance de 2018. Elle enregistre un taux de croissance de 6,6% (UEMOA)³ du PIB réel en 2019.

Cette croissance a été portée par l'ensemble des secteurs économiques dans tous les États membres de l'Union. Ces secteurs ont profité de la poursuite des efforts d'investissement dans le cadre de la mise en œuvre des programmes nationaux de développement agricole, des travaux de construction d'infrastructures de base, de l'apport des industries extractives et des résultats obtenus dans les secteurs du commerce, des transports et des communications.

De plus, l'évolution des prix à la consommation dans l'Union a été maîtrisée en 2019 avec un taux d'inflation de -0,7% qui est en dessous du seuil de la norme communautaire de 3%. Le déficit budgétaire hors dons de la zone s'est réduit de même que le taux d'endettement respectivement de 5,7% en 2018 à 5,3% du PIB et de 46,4% en 2018 à 45,7% en 2019. La masse monétaire a connu un accroissement dû à l'augmentation des avoirs extérieurs nets (AEN) et du crédit intérieur.

L'économie de la Côte d'Ivoire, figure de puissance économique sous régionale, contribuant à près du tiers du PIB de l'UEMOA a connu une croissance de 6,2% en termes réel en 2019 (INS Côte d'Ivoire, 2019)⁴. Au regard de la demande, la hausse est soutenue principalement par les exportations (+13,3%), et la consommation finale (+4,6%) avec des contributions à la croissance du PIB respectives de 3,0 points et 3,6 points.

³ UEMOA, Rapport annuel 2019 sur le fonctionnement et l'évolution de l'Union

⁴ Résultats des comptes nationaux annuels de 2015 à 2019

2. ACTIVITE ECONOMIQUE NATIONALE EN 2019

2.1. Formation du produit intérieur brut suivant les trois optiques

En 2019, le produit intérieur brut (PIB) s'établit en valeur nominale à 4 097,1 milliards de FCFA contre 3 904,4 milliards de FCFA en 2018. Aux prix de l'année de base 2016, le PIB s'élève à 4 114,5 milliards de FCFA en 2019 contre 3 921,4 milliards de FCFA en 2018, soit une progression en termes réels de 4,9%.

Optique production

La valeur ajoutée brute (VAB) des branches passe de 3 561,2 milliards de FCFA en 2018 à 3 691,3 milliards de FCFA en 2019, soit une progression de 3,7% à prix courant.

Les impôts nets de subventions sur les produits passent de 343,1 milliards de FCFA en 2018 à 405,7 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 18,2% en 2019.

Optique dépense

Du point de vue de la demande, les dépenses de consommation finale passent de 3 528,7 milliards de FCFA en 2018 à 3 698,1 milliards de FCFA en 2019 avec un poids de 89,9% dans le PIB réel en 2019 contre 90,0% en 2018. Cette dépense de consommation finale connaît une progression en termes réels de 4,8% en 2019. La formation brute du capital (FBC) a connu une augmentation de 4,3% en valeur réelle et passe ainsi de 747,7 milliards de FCFA en 2018 à 779,9 milliards de FCFA en 2019. Les exportations et les importations ont connu des augmentations respectivement de 3,4% et 3,1%.

Optique revenu

L'excédent brut d'exploitation (EBE) a connu une évolution croissante passant de 2 555,9 milliards de FCFA en 2018 à 2 636,6 milliards de FCFA en 2019. Les rémunérations des salariés sont évaluées à 957,5 milliards de FCFA en 2018 et à 1 049,0 milliards de FCFA en 2019. Les impôts nets des subventions sur la production et les produits enregistrent une augmentation de 14,3% en 2019 et se chiffrent à 411,6 milliards de FCFA contre 360,0 milliards de FCFA en 2018.

Tableau 1: Formation du PIB selon les trois optiques à prix courants et en volume

Prix courants

Unité = 1 Million de FCFA			
	2018	2019	
PIB (approche production)	3 904 353	4 097 073	
Valeur ajoutée	3 561 213	3 691 325	
+ Impôts sur les produits	356 472	414 398	
- Subventions sur les produits	13 332	8 650	
PIB (approche demande)	3 904 353	4 097 073	
Dépense de consommation finale	3 505 236	3 684 296	
+ Formation brute de capital	747 137	762 125	
+ Exportations de biens et services	949 931	979 516	
- Importations de biens et services	1 297 951	1 328 864	
PIB (approche revenus)	3 873 412	4 097 073	
Rémunération des salariés	957 469	1 048 944	
+ Excédent brut d'exploitation (EBE)	2 555 897	2 636 574	
+ Impôts nets de subvention sur la production et les produits	360 046	411 555	

En volume

Unité = 1 Million de FCFA			
	2018	2019	
PIB (approche production)	3 921 441	4 114 487	
Valeur ajoutée	3 597 234	3 744 003	
+ Impôts sur les produits	336 047	379 883	
- Subventions sur les produits	11 219	7 227	
PIB (approche demande)	3 921 441	4 114 487	
Dépense de consommation finale	3 528 681	3 698 076	
+ Formation brute de capital	747 706	779 898	
+ Exportations de biens et services	962 657	995 517	
- Importations de biens et services	1 317 621	1 358 896	

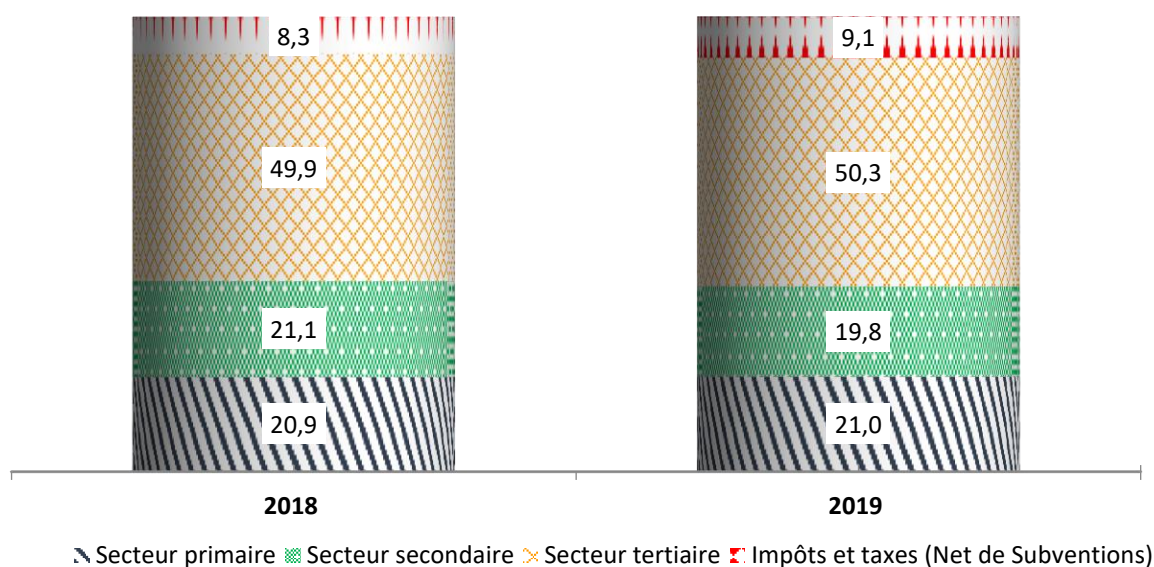
Source: Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.2. Analyse de l'activité économique du point de vue de l'offre

Activité économique en 2019 marquée par la prédominance du secteur tertiaire

En 2019, la valeur ajoutée du secteur tertiaire représente la plus importante part du PIB avec un poids de 51,2% en termes courant contre 50,5% en 2018. Il est suivi du secteur primaire (19,5%) et du secteur secondaire (19,3%). En termes réel, le poids du secteur primaire, du secteur secondaire et celui du secteur tertiaire sont respectivement de 21,0%, 19,8% et 50,3%. Les impôts et taxes nets de subventions représentent 9,1% du PIB réel en 2019, en progression de 0,8 point par rapport à 2018.

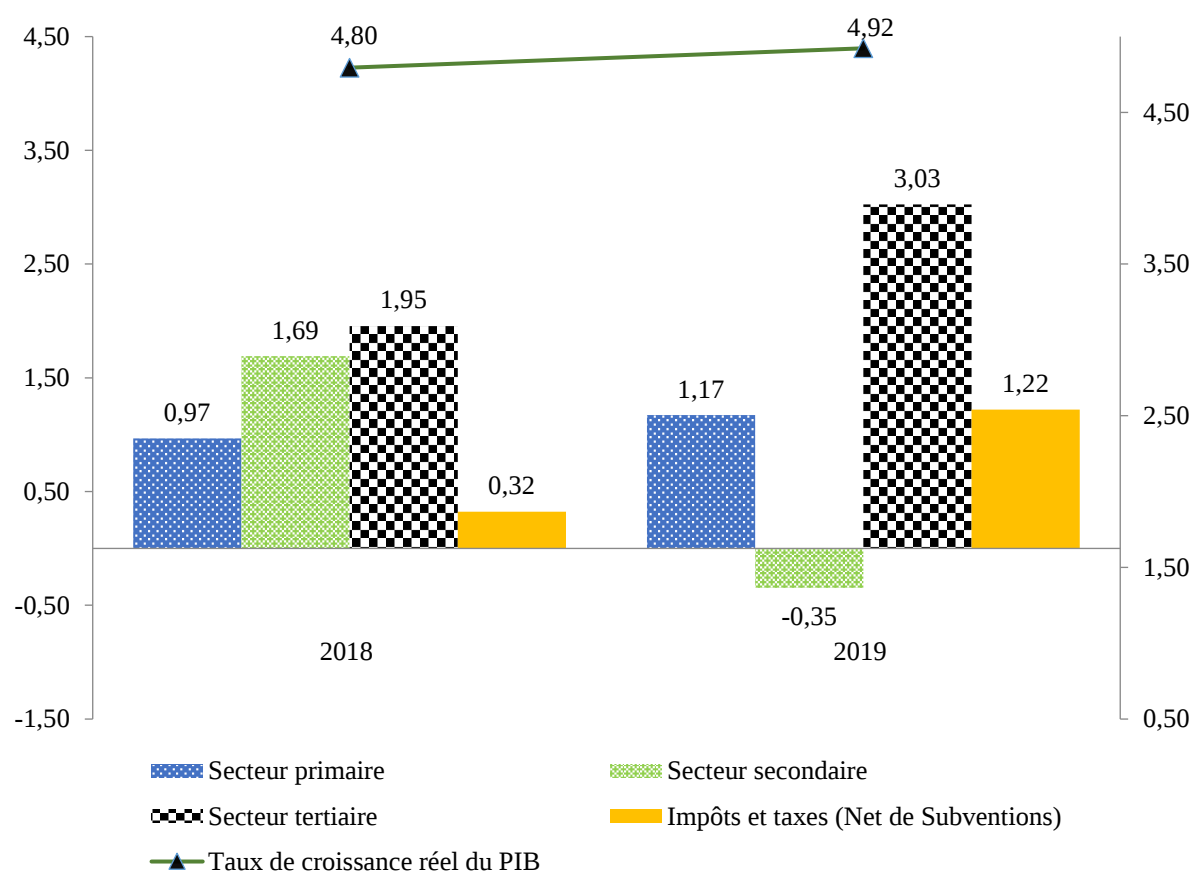
Graphique 1: Part (%) des différents secteurs dans le PIB en 2018 et 2019 en volume



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le secteur tertiaire a joué un rôle important dans la croissance du PIB réel avec une contribution de 3,0 points sur les 4,9 points de croissance obtenue en 2019. Il est suivi du secteur primaire qui contribue à la croissance de 1,2 point. Le secteur secondaire a enregistré une contribution négative en 2019 (-0,3 point). Les impôts et taxes nets de subventions ont apporté une contribution de 1,2 point à la croissance.

Graphique 2: Contributions à la croissance du PIB des secteurs d'activités entre 2018 et 2019



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.2.1. Secteur primaire

Le secteur primaire est essentiellement informel. La valeur ajoutée nominale des unités de production informelles représente 97,9% de la valeur ajoutée totale de ce secteur en 2019. Il comprend l'« Agriculture », l'« Elevage et chasse », la « Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien » et la « Pêche et aquaculture ».

La branche « Agriculture » au sens large du terme rassemble les activités de culture (agriculture), de production animale (élevage) ainsi que la chasse et les activités de services connexes. Les activités de culture ou agriculture au sens strict du terme regroupent les cultures de céréales, de tubercules, de légumes et de plantes oléagineuses, de fruits, de coton et l'égrenage de coton, de plantes à épices, de pépinières et l'horticulture ainsi que les autres cultures.

La production en valeur nominale du secteur primaire passe de 1 041,7 milliards de FCFA en 2018 à 1 071,4 milliards de FCFA en 2019, soit une évolution de 2,8%. En termes de richesse créée, la valeur ajoutée réelle est évaluée à 865,5 milliards de FCFA en 2019 en hausse de 5,6% par rapport à son niveau de 2018. Le poids de ce secteur dans le PIB réel en 2019 est de 21,0% avec une contribution de 1,2 point à la croissance du PIB.

En 2019, la valeur ajoutée réelle des activités de culture est estimée à 664,3 milliards de FCFA en augmentation de 5,1% par rapport à celle de 2018. Leur poids dans le PIB réel est évalué à 16,1% en 2019 et contribue à la croissance de 0,8 point en 2019.

Le poids de l'agriculture dans le PIB en 2019 est principalement tiré par la culture de légumes et des plantes oléagineuses, la culture de tubercules et la culture de céréales dont les poids dans le PIB sont respectivement de 4,4%, 3,5% et 3,5% en termes courant. En termes de contribution à la croissance, la culture et l'égrenage de coton a le plus contribué (0,2 point en 2019) en valeur courante, suivie de la culture de légumes et des plantes oléagineuses (0,1 point).

Il est important de noter que le secteur a bénéficié des conditions climatiques favorables en 2019 tout comme l'année dernière. La performance du secteur relève également de la mise en place de nombreux programmes de soutien qui ont permis l'amélioration de la rentabilité des producteurs.

Tableau 2: Evolution des principales productions agricoles en valeur courante

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2018	2019	Evolution 2019/2018 (%)
Culture de céréales	198 456	186 036	-6,3
<i>dont</i>			
Maïs	107 275	102 733	-4,2
Riz paddy	28 928	29 713	2,7
Mil et millet	5 377	5 252	-2,3
Sorgho	53 789	45 088	-16,2
Culture de tubercules	213 435	207 061	-3
<i>dont</i>			
Igname	121 319	120 557	-0,6
Manioc	84 224	77 772	-7,7
Culture de légumes et de plantes oléagineuses	205 061	205 174	0,1
<i>dont</i>			
Haricots secs	86 814	79 034	-9
Arachides (coques et décortiquées)	14 463	15 041	4
Soja	11 236	11 576	3
Culture de fruits	36 151	39 881	10,3
Culture de plantes pour boissons	11 244	11 828	5,2
<i>dont</i>			
Cacao en fèves	3 775	5 696	50,9
Café	7 239	5 694	-21,3
Culture et égrenage de coton	91 332	102 280	12
<i>dont</i>			
Coton graine	36 373	40 741	12
Coton fibre	49 531	50 761	2,5
Autres cultures n.c.a.	42 550	90 673	113,1
Total produits agricoles	798 229	773 681	-3,1

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Par rapport aux activités de production animale et de chasse, la valeur ajoutée réelle s'établit à 118,9 milliards de FCFA en 2019 soit une augmentation de 11,4% par rapport à son niveau de 2018. Le poids de l'élevage s'établit à 2,7% dans le PIB en 2019 et celui de la chasse à 0,1% en termes courant.

La sylviculture a connu également une hausse de sa valeur ajoutée de 1,5% avec un poids qui stagne à 1,3% dans le PIB réel en 2019 comme en 2018.

La pêche quant à elle progresse de 2,4% en 2019, avec un poids dans le PIB réel de 0,7% en 2019 comme en 2018. Cette hausse provient notamment de la reprise des activités au Port de pêche de Lomé suite aux travaux de réhabilitation.

Tableau 3: Evolution de la production de l'élevage et de la pêche à prix courant

Unité = 1 Million de FCFA

Principaux produits	2018	2019	Evolution 2019/2018 (%)
Elevage	157 542	179 332	5,2
<i>dont :</i>			
<i>Bovins sur pieds</i>	12 529	13 463	3,2
<i>Ovins et caprins sur pieds</i>	41 876	50 113	6,2
<i>Porcins sur pied</i>	30 618	33 946	2,1
<i>Volailles</i>	36 994	42 065	6,8
<i>Œufs</i>	21 764	25 856	7,9
Chasse	2 839	2 928	2,2
Pêche et aquaculture	28 874	30 886	-4,3
Total élevage, chasse, pêche et aquaculture	189 255	213 146	3,6

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.2.2. Secteur secondaire

Le secteur secondaire comprend les activités d'extraction, de manufacture, de construction, de production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau. Ce secteur, représentant 19,3% du PIB nominal en 2019 contre 21,0% en 2018 a connu une baisse de son activité. La VAB réelle a, en effet, baissé de 1,6% pour atteindre 813,0 milliards de FCFA. Le secteur secondaire a ainsi contribué négativement à la croissance du PIB en 2019 (-0,3 point).

Cette performance négative du secteur est principalement imputable au recule des activités des branches de construction et d'extraction. Cependant, l'évolution des activités de manufactures, de la production et distribution d'électricité et de gaz ainsi que la production et la distribution d'eau a globalement permis d'atténuer cette baisse d'activité.

Activités extractives

L'extraction concerne essentiellement les phosphates, les pierres, sables et argiles. La VAB réelle des activités extractives s'établit à 45,0 milliards de FCFA, ce qui représente un poids de 1,1% dans le PIB réel et 5,5% dans la VAB réelle du secteur secondaire. Par rapport à 2018, les

activités extractives ont connu une baisse de 18,1%, contribuant négativement à la croissance économique en 2019 (-0,3 point). Cette diminution est constatée dans toutes les activités extractives sauf les activités de soutien à ce sous-secteur.

Activités de construction

Les principales branches d'activités dans le sous-secteur de la construction sont la construction des bâtiments complets et travaux d'installation et le génie civil. La valeur ajoutée nominale des activités de construction est passée de 106,8 milliards de FCFA en 2018 à 96,2 milliards de FCFA en 2019, entraînant une baisse de 9,9%. Cette baisse est imputable à la branche « génie civil » qui a reculé de 42,5%. Les activités de construction, dont la valeur ajoutée représente 2,2% du PIB réel en 2019 contre 2,7% en 2018, ont dégradé la croissance économique réelle de -0,3 point.

Activités des industries manufacturières

Dans l'industrie manufacturière, la VAB réelle (493,9 milliards de FCFA) a augmenté de 2,6% par rapport à 2018. Son poids dans le PIB réel et dans la VAB réelle du secteur secondaire s'élève respectivement à 12,0% et 60,8%. L'évolution positive globale de ce sous-secteur est impulsée par la progression des activités de fabrication de produits alimentaires, de travail du caoutchouc et du plastique, de fabrication de matériaux de construction et des autres industries manufacturières.

- ✓ la fabrication de produits alimentaires représentant 4,1% du PIB réel en 2019 a connu une croissance réelle de 8,0%, sa VAB réelle s'est établit en 2019 à 167,7 milliards de FCFA. Elle a enregistré une contribution positive à la croissance du PIB de 0,3 point ;
- ✓ La valeur ajoutée réelle dans la branche de fabrication des ouvrages en caoutchouc et en plastique s'établit seulement à 14,8 milliards de FCFA. La contribution de cette branche à la croissance réelle du PIB est de 0,1 point;
- ✓ l'activité de « fabrication de matériaux de construction » dont la valeur ajoutée brute réelle s'élève à 52,6 milliards de FCFA en 2019, soit un poids de 1,3% du PIB réel, a connu une augmentation de 7,0% avec une contribution de 0,1 point à la croissance ;
- ✓ les autres industries de manufacture qui regroupent la fabrication de matelas et sommiers et de meubles ainsi que diverses autres activités ont participé positivement à la croissance au PIB réel en 2019 (0,1 point). La VAB réelle générée par ces activités a augmenté de 7,8% pour atteindre 35,3 milliards de FCFA en 2019.

Les branches « fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures » et « fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements » ont connu, contrairement aux branches susmentionnées, une baisse de leur VAB réelle respectivement de 0,6% et 16,0%

Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau et assainissement

La « production et la distribution d'électricité et de gaz » représente une part de 8,9% dans la VAB réelle du secteur secondaire et de 1,8% dans le PIB réel, cette branche a connu une régression de 1,7% en 2019.

La production et la distribution d'eau, étendue aux activités d'assainissement, de traitement des déchets et dépollution » représente 10,6% de la VAB réelle du secteur secondaire et 2,1% du PIB réel et une contribution à la croissance de 0,1 point.

2.2.3. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire regroupe l'ensemble des services marchands et non marchands, excepté les services de sous-traitance intervenant dans les activités de production des secteurs primaire et secondaire. Les services de sous-traitance sont associés aux activités de production de la branche dans laquelle ils interviennent.

La valeur ajoutée réelle du secteur tertiaire a évolué en 2019 de 6,1% (2 074,4 milliards en 2019 contre 1 955,8 milliards de FCFA en 2018). En 2019, le secteur tertiaire demeure la principale composante du PIB avec un poids de 50,3% dans le PIB réel. La contribution de ce secteur à la croissance du PIB réel est de 3,0 points en 2019.

Commerce

En valeur courante, la valeur ajoutée brute du commerce en 2019 s'élève à 237,2 milliards de FCFA contre 251,8 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 5,8%. Son poids en 2019 est de 5,8% dans le PIB nominal. Cette branche connaît une contribution négative de 0,4% à la croissance du PIB réel.

Transport et entreposage

Les services de transport et d'entreposage enregistrent une hausse aussi bien en termes courants qu'en termes réels. En effet, la VAB nominale de cette activité s'élève à 314,4 milliards de FCFA en 2019 contre 299,7 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 4,9%. En termes réels, la VAB de 2019 s'élève à 322,8 milliards de FCFA soit une hausse de 5,8%. Cette branche contribue de 0,5 point à la croissance du PIB réel.

Hébergement, restauration et débits de boissons

Les activités d'hébergement, de restauration et débits de boissons représentent 1,2% du PIB réel avec une contribution quasi nulle à la croissance du PIB. La VAB nominale de ces activités passe de 80,9 milliards de FCFA en 2018 à 93,2 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 15,2%.

Information et communication

Les activités d'information et communication, avec une VAB réelle de 252,9 milliards de FCFA, représentent 6,1% du PIB réel et enregistrent une croissance de 22,3% par rapport à 2018. Sa contribution à la croissance du PIB réel est de 1,2 point.

Activités financières et d'assurance

Les activités financières et d'assurance ont connu une croissance nominale de 1,4% en 2019, ces activités passent de 116,2 milliards de FCFA en 2018 à 117,8 milliards FCFA en 2019. En termes réels, la VAB s'établit à 121,8 milliards de FCFA en 2019, soit une croissance de 2,0% par rapport à 2018. Ces activités qui représentent 3,0% du PIB réel de 2019, contribuent à 0,1 point à la croissance.

Activités immobilières

Aussi bien en termes courants qu'en termes réels, les activités immobilières enregistrent une hausse par rapport à leur niveau de 2018. En effet, la VAB passe de 244,6 milliards de FCFA en 2018 à 262,6 milliards de FCFA en 2019 en valeur nominale, soit une hausse de 7,4%. En termes réels la VAB passe à 262,1 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 6,8%. Les activités immobilières représentent 6,4% du PIB réel de 2019.

Activités spécialisées, scientifiques et techniques

Les activités spécialisées, scientifiques et techniques enregistrent, en 2019 des hausses aussi bien en termes courants qu'en termes réels. En termes réels la VAB passe de 100,9 milliards de FCFA en 2018 à 115,3 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 14,3%. Cette branche d'activité représente 2,8% du PIB réel.

Activités de services de soutien et de bureau

Avec une VAB de 88,4 milliards de FCFA en 2019 et un poids de 2,2% dans le PIB de cette même année, les services de soutien et de bureau enregistrent une hausse de leur VAB nominale de 21,0%. En termes réels, la VAB s'établit à 89,6 milliards de FCFA, en hausse de 20,2% par rapport à 2018.

Activités pour la santé humaine et l'action sociale

Avec un poids dans le PIB réel de 1,6%, la VAB de la branche Activités pour la santé humaine et l'action sociale s'élève à 64,6 milliards de FCFA. Avec une contribution quasi nulle à la croissance du PIB réelle, la VAB de cette branche d'activité est restée stable entre 2018 et 2019.

Education

Le poids de l'éducation dans le PIB réel en 2019 est de 4,8%. Cette activité a connu une hausse de sa valeur ajoutée brute courante de 7,2% (205,3 milliards de FCFA en 2019 contre 191,4 milliards de FCFA en 2018).

Administration publique

La valeur ajoutée nominale des services d'administration publique est passée de 242,8 milliards de FCFA en 2018 à 250,8 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 3,3%. Son poids dans le PIB nominal est de 6,1%.

2.2.4. Part de l'informel dans le PIB

Le secteur informel occupe une place importante dans l'économie togolaise. La part de l'informel dans la VAB nominale (hors ménage pour compte propre) est de 51,1% en 2019 contre 51,6% en 2018. Le niveau de la valeur ajoutée brute nominale du secteur informel est passé de 1 752,0 milliards de FCFA en 2018 à 1 802,8 milliards de FCFA en 2019 soit une progression de 2,9%.

Au niveau du secteur primaire, le secteur informel reste dominant avec un poids de 97,9% de la valeur ajoutée nominale, en recul de 0,1 point par rapport à 2018, mais avec une augmentation 4,1% du niveau de VAB. Le poids de l'informel au niveau de chacune des branches du secteur primaire en 2019 se présente comme suit :

- ✓ agriculture (cultures) : 97,5% en 2019 contre 97,7% en 2018 ;
- ✓ élevage et chasse : 99,8% en 2019 contre 99,9% en 2018 ;
- ✓ sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien : 97,8% en 2019 contre 98,1% en 2018 ;
- ✓ pêche et aquaculture : 99,9% en 2019 contre 99,8% en 2018.

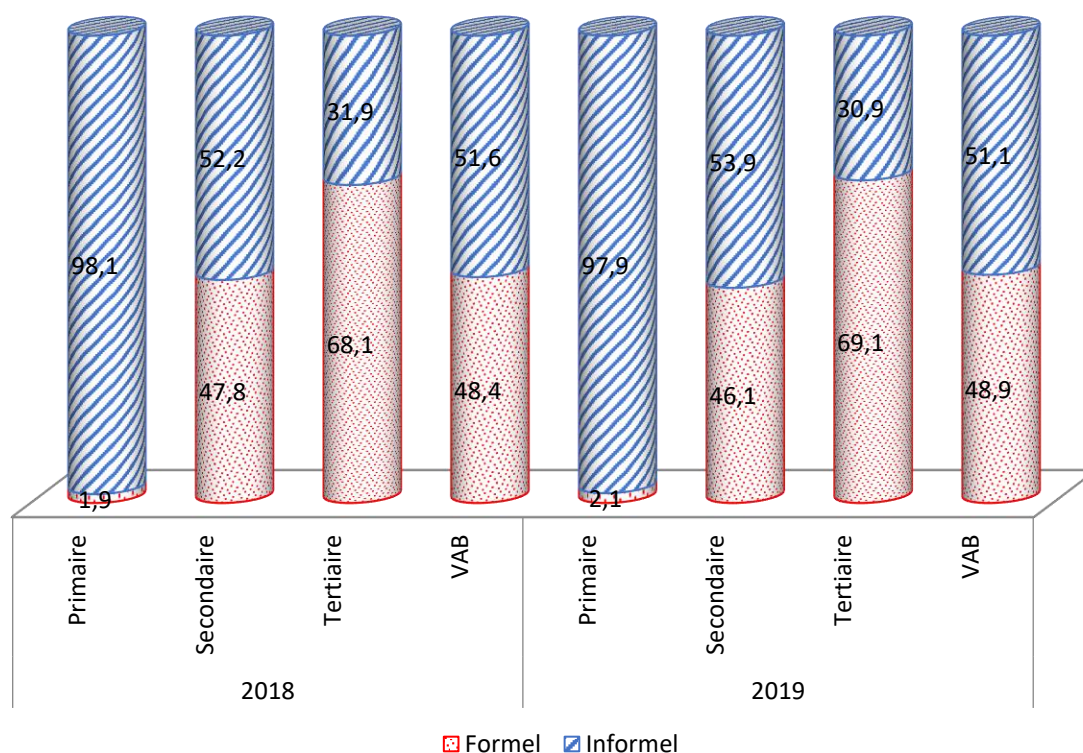
Au niveau du secteur secondaire, la VAB nominale de l'informel progresse légèrement de 0,1% pour atteindre 416,2 milliards de FCFA en 2019. Dans le même temps, la part de l'informel progresse de 1,9 points et s'établit à 52,5% de la valeur ajoutée du secteur. L'informel est diversement représenté dans chacune des branches du secondaire. On le retrouve principalement dans les branches : « Fabrication de produits à base de tabac » (100,0%), « fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures » (93,4%), « fabrication des produits alimentaires » (86,5%), « fabrication de produits chimiques » (84,4%), « fabrication de produits pharmaceutiques » (77,2%) et « Fabrication de machines et d'équipements divers » (74,4%).

A contrario, l'informel fournit une faible part de valeur ajoutée dans les branches « fabrication de produits métallurgiques et de fonderie et d'ouvrages en métaux » (3,4%), « fabrication de matériaux de construction » (4,7%), « production et distribution d'électricité et de gaz » (6,9%), « travail du caoutchouc et du plastique » (7,9%), et « réparation et installation de machines et d'équipements professionnels » (12,0%).

Au niveau des branches d'activités du secteur tertiaire, la VAB nominale de l'informel s'est accrue de 3,4% en 2019 et s'établit à 603,5 milliards de FCFA. Le niveau de la VAB nominale de l'informel occupe une part de 28,7% dans le secteur tertiaire, en baisse de 0,8 point par rapport à 2018. L'informel est plus représenté dans l'« hébergement, restauration et débit de boissons »

(77,5%), le commerce (68,3%), les « autres activités de services n.c.a. » (52,0%), les « transports et entreposage » (45,9%), les « activités immobilières » (39,5%) et les « activités de services de soutien et de bureau » (34,0%).

Graphique 3: Répartition (%) sectorielle des activités informelles en 2018 à 2019



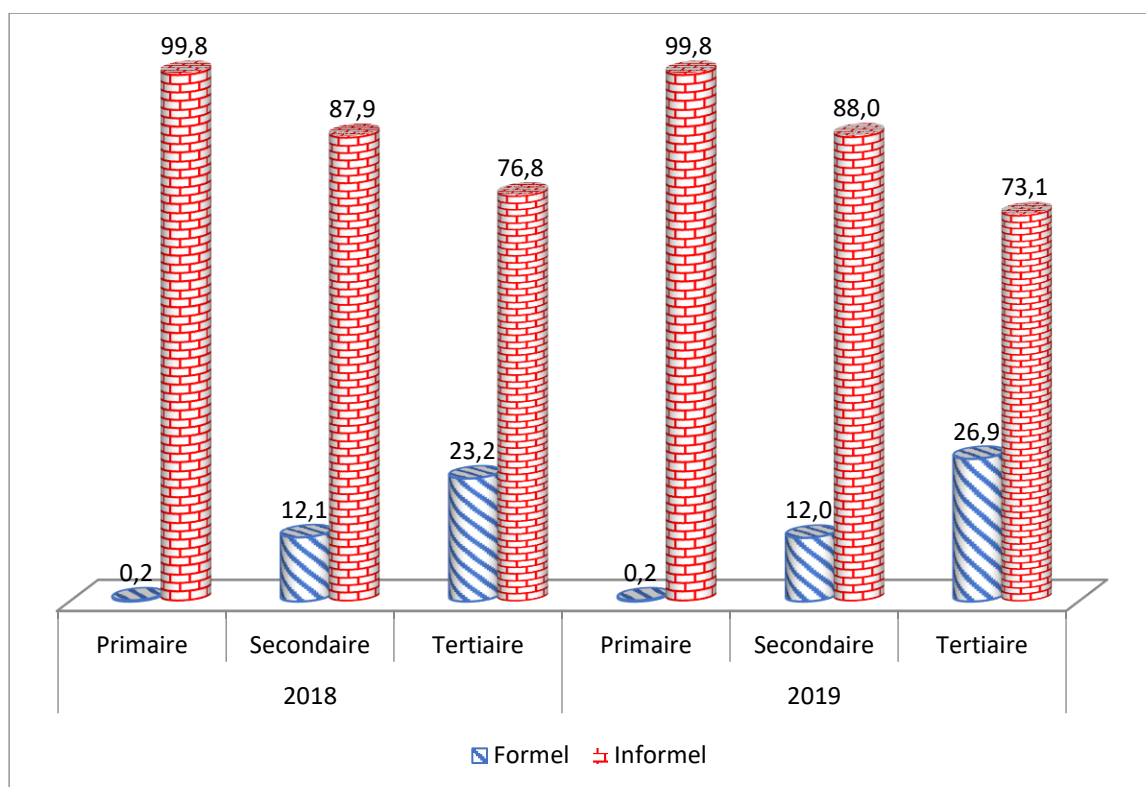
Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le poids de l'informel dans les autres branches du secteur tertiaire se présente comme suit : « activités financières et d'assurance » (2,5%), « activités spécialisées, scientifiques et techniques » (2,6%), « activités artistiques, sportives et récréatives » (3,5%), « activités pour la santé humaine et l'action sociale » (6,3%), « information et communication » (8,7%) et l'« éducation » (10,2%).

2.2.5. Emploi dans l'économie

En 2019, l'emploi est estimé environ à 3,2 millions, soit une légère progression de 0,2% par rapport à 2018. Le niveau de l'emploi du secteur primaire représente 38,1% de l'emploi total en 2019 contre 37,6% en 2018. L'emploi dans ce secteur en 2019 a évolué de 1,5% par rapport à 2018. Au niveau du secteur secondaire, l'emploi n'a pas connu d'évolution notable entre 2018 et 2019. Il représente 15,6% de l'emploi total en 2019 tout comme en 2018. En ce qui concerne le secteur tertiaire, l'emploi a baissé de 0,8% entre 2018 et 2019 et représente en 2018 et 2019 respectivement 46,8% et 46,3% de l'emploi total.

Graphique 4: Répartition (%) de l'emploi formel et informel dans les secteurs d'activité de 2018 à 2019



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le secteur informel fournit 84,4% des emplois de l'économie en 2019 contre 86,0% en 2018. Une baisse qui est principalement imputable à un recul de 5,9 % de l'emploi informel dans le secteur tertiaire.

La quasi-totalité des emplois dans le primaire est informel (99,8% en 2019 et en 2018). Au niveau des secteurs secondaire et tertiaire, les emplois dans l'informel représentent respectivement 87,9% et 74,3% des emplois en 2018 et respectivement 88,0% et 70,5% des emplois en 2019.

2.3. Evolution des emplois du PIB

La demande intérieure est composée des dépenses de consommation finale (des ménages, des administrations publiques et des ISBLSM) et de l'investissement qui est composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et des variations des stocks (VS).

Tableau 4: Evolution des ressources et des emplois du PIB en volume⁵

Unité = 1 Million de FCFA

	2018	2019	Evolution 2019/2018 (%)	CC* du PIB en 2018 (%)
Produit intérieur brut (PIB)	3 921 441	4 114 487	4,92	4,92
Importations	1 317 621	1 358 896	3,13	1,05
Total Ressources	5 239 062	5 473 383	4,47	5,98
Consommation finale (CF)	3 528 681	3 698 076	4,80	4,32
Consommation finale privée	3 018 614	3 167 380	4,93	3,79
dont CF des ménages	2 959 850	3 107 206	4,98	3,76
CF des ISBLSM	58 764	60 174	2,40	0,04
Consommation publique	510 406	531 141	4,06	0,53
Formation Brute de Capital Fixe (FBCF)	696 159	725 619	4,23	0,751
FBCF Privée	496 529	521 375	5,00	0,63
FBCF Publique	199 610	204 212	2,31	0,12
Variation des Stocks	51 547	54 279	5,30	0,07
Exportations	962 657	995 517	3,41	0,84
Total Emplois	5 239 044	5 473 491	4,47	5,98

* Contribution à la croissance

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.3.1. Consommation finale

La consommation finale (CF) constitue la part des ressources destinées à satisfaire les besoins individuels et collectifs des ménages, des administrations publiques et des ISBL-SM. La consommation finale ici sous-entend la dépense de consommation finale et non la consommation finale effective.

En volume, la consommation finale totale s'élève à 3 698,1 milliards contre 3 528,7 milliards de FCFA en 2018, soit un accroissement de 4,8%. En 2019, elle représente 89,9% du PIB réel et sa contribution à la croissance est de 4,3 points. La hausse de la CF en 2019 par rapport en 2018 s'explique principalement par la progression de la consommation finale des ménages de 5,0%. La consommation finale des ISBL-SM augmente de 2,4% avec une contribution à la croissance de 0,04, celle des administrations publiques augmente de 4,1% et contribue à la croissance du PIB de 0,5 point. La contribution à la croissance de la consommation finale des ménages est de 3,8 points.

⁵Au prix de l'année précédente chaîné (base 2016)

Par rapport au PIB nominal, la consommation finale des ménages représente 75,2% en 2019 (3 080,8 milliards de FCFA) contre 75,1% en 2018 (2 931,0 milliards de FCFA) et celle des administrations publiques reste stable sur les deux années (13,2%).

L'indice du déflateur du PIB s'établit à 100,0 en 2019 alors que le taux d'inflation déterminé par l'indice national harmonisé des prix à la consommation (INHPC) est de 100,7.

2.3.2. Formation brute de capital fixe (FBCF)

La FBCF représente la valeur des biens et services durables produits ou acquis au cours de la période comptable dont la durée de vie est supérieure à un an.

En termes réel, la FBCF est passée de 696,2 milliards de FCFA en 2018 à 725,6 milliards de FCFA en 2019 soit une hausse de 4,2% entraînant une contribution positive à la croissance (0,8 point). Son poids dans le PIB réel est de 17,6% en 2019 contre 17,8% en 2018. En valeur courante, la FBCF privée représente 73,8% de la FBCF totale (728,1 milliards de FCFA) en 2019. La FBCF des APU pour sa part est passée de 199,0 milliards de FCFA en 2018 à 190,9 milliards de FCFA en 2019, soit une régression de 4,1%.

L'analyse de la FBCF réelle par produit montre que la « construction », représente pratiquement la moitié de la FBCF de 2019 avec un poids de 46,0%. Au prix de 2016, la FBCF en travaux de construction a augmenté de 1,3% et s'établit à 334,0 milliards de FCFA en 2019. La FBCF en produits « machines, matériels et équipements divers » est passée de 172,3 milliards de FCFA en 2018 à 211,0 milliards de FCFA en 2019, soit une hausse de 22,5% et celle des produits métallurgiques et de fonderie enregistre une baisse de 8,2% (87,8 milliards de FCFA en 2019 contre 95,7 milliards de FCFA en 2018).

Tableau 5: Formation brute de capital fixe par produit en termes réel

Unité = 1 million de F CFA

Libellé	2018	2019	Evolution 2019/2018 (%)
PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	5 488,0	9 879,0	80,0
PRODUITS MÉTALLURGIQUES ET DE FONDERIE	95 670,0	87 785,0	-8,2
MACHINES, MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS	172 285,0	211 006,0	22,5
PRODUITS DES AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERE	43 852,0	34 957,0	-20,3
REPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'E	17 398,0	8 516,0	-51,1
TRAVAUX DE CONSTRUCTION	329 594,0	333 971,0	1,3
SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	28 223,0	41 994,0	48,8
SERVICES SPECIALISES, SCIENTIFIQUES ET TECHNI	5 534,0	7 120,0	28,7
Total	696 159	725 619	4,2

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.3.3. Variations des stocks

Les variations des stocks enregistrent les mouvements des biens autres que ceux en capital qui sont détenus par les producteurs (produits finis ou en cours, matières premières et marchandises).

En termes réel, l'économie enregistre une variation des stocks de 54,3 milliards en 2019 contre 51,5 milliards de FCFA en 2018. La répartition des variations de stocks suivant quelques produits se présente en 2019 comme suit : -183,0 milliards de FCFA pour les produits du raffinage et de cokéfaction ; 76,1 milliards de FCFA pour les produits alimentaires et 11,6 milliards de FCFA pour les produits agricoles.

2.3.4. Echanges extérieurs de biens et services

Les échanges de biens et services en valeur courante entre le Togo et le Reste du monde en 2019 montrent que les importations et les exportations ont augmenté respectivement de 2,4% et 3,1% par rapport à 2018. Les importations sont passées de 1 298,0 milliards de FCFA en 2018 à 1 328,9 milliards de FCFA en 2019 et les exportations, de 949,9 milliards de FCFA en 2018 à 979,5 milliards de FCFA en 2019. Il en résulte ainsi une aggravation du déficit de la balance commerciale entre 2018 et 2019. En effet, la balance commerciale s'établit à -349,3 milliards de FCFA en 2019 contre -348,0 milliards de FCFA en 2018. En volume, la balance commerciale est passé de -355,0 milliards de FCFA en 2018 à -363,4 milliards de FCFA en 2019.

Le taux d'exportation qui est la part des exportations de biens et services dans le PIB réel est passé de 24,3% en 2018 à 24,0% en 2019. Cette baisse signifie que la proportion du PIB consacrée à la satisfaction de la demande extérieure a diminué de 0,3 point en 2019.

Tableau 6: Evolution en valeur des biens et services exportés de 2018 à 2019

Unité = 1 million de F CFA

	2018	2019	Evolution 2019/2018 (%)
PRODUITS DE L'AGRICULTURE	78 508	90 694	15,5
PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	473	248	-47,6
PRODUITS DE LA SYLVICULTURE, DE L'EXPLOITATIO	533	607	13,9
PRODUITS DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	47 903	39 392	-17,8
PRODUITS ALIMENTAIRES	56 852	51 515	-9,4
BOISSONS	19 144	18 749	-2,1
PRODUITS A BASE DE TABAC	115	325	182,6
PRODUITS TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT, EN	32 917	30 761	-6,5
PRODUITS EN BOIS, EN PAPIER OU EN CARTON, TRA	8 485	10 348	22
PRODUITS DU RAFFINAGE ET DE LA COKÉFACTION ET	54 259	69 706	28,5
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	564	1 354	140,1
PRODUITS DU TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLAST	57 096	73 407	28,6
MATERIAUX MINERAUX	58 578	56 050	-4,3
PRODUITS MÉTALLURGIQUES ET DE FONDERIE	27 542	12 379	-55,1
MACHINES, MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS	46 418	51 852	11,7
PRODUITS DES AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERE	16 219	16 607	2,4
REPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'E	4 072	4 249	4,3
ÉLECTRICITÉ ET GAZ	78 966	63 551	-19,5
TRAVAUX DE CONSTRUCTION	2 932	1 662	-43,3
VENTE	196	0	-100
SERVICES DE TRANSPORTS, ENTREPOSAGE	144 868	150 956	4,2
SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	9 443	9 471	0,3
SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	19 140	18 402	-3,9
SERVICES FINANCIERS ET D'ASSURANCE	30 312	33 805	11,5
SERVICES SPECIALISES, SCIENTIFIQUES ET TECHNI	69 536	85 864	23,5
SERVICES D'ENSEIGNEMENT	372	3	-99,2
SERVICES DE SANTÉ HUMAINE ET D'ACTION SOCIALE	83	173	108,4
SERVICES ARTISTIQUES, SPORTIFS ET RECREATIFS	3	3	0
CORRECTION TERRITORIALE	84 402	87 383	3,5
TOTAL	949 931	979 516	3,1

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

L'augmentation des recettes d'exportations entre 2018 et 2019 est expliquée principalement par l'accroissement des exportations des produits : « Services de transports, entreposage » (+4,2%), « Produits de l'agriculture » (+15,5%), « Produits du travail du caoutchouc et du plastique » (+28,6%) et « Services spécialisés, scientifiques et techniques » (+23,5%).

Tableau 7: Evolution en valeur des biens et services importés en 2018 et 2019

Unité = 1 million de F CFA

	2018	2019	Evolution 2019/2018 (%)
PRODUITS DE L'AGRICULTURE	34 249	26 546	-22,5
PRODUITS DE L'ELEVAGE ET DE LA CHASSE	3 990	970	-75,7
PRODUITS DE LA SYLVICULTURE, DE L'EXPLOITATIO	340	320	-5,9
PRODUITS DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	81	571	604,9
PRODUITS DES INDUSTRIES EXTRACTIVES	23 299	17 447	-25,1
PRODUITS ALIMENTAIRES	152 474	158 115	3,7
BOISSONS	13 931	13 625	-2,2
PRODUITS A BASE DE TABAC	5 727	9 232	61,2
PRODUITS TEXTILES, ARTICLES D'HABILLEMENT, EN	84 845	89 418	5,4
PRODUITS EN BOIS, EN PAPIER OU EN CARTON, TRA	17 976	25 613	42,5
PRODUITS DU RAFFINAGE ET DE LA COKÉFACTION ET	354 320	326 366	-7,9
PRODUITS PHARMACEUTIQUES	53 034	78 989	48,9
PRODUITS DU TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLAST	23 849	24 109	1,1
MATERIAUX MINERAUX	33 545	30 212	-9,9
PRODUITS MÉTALLURGIQUES ET DE FONDERIE	80 646	89 768	11,3
MACHINES, MATERIELS ET EQUIPEMENTS DIVERS	216 436	263 946	22
PRODUITS DES AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERE	10 035	13 297	32,5
REPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'E	1 695	2 101	24
ÉLECTRICITÉ ET GAZ	77 205	68 728	-11
TRAVAUX DE CONSTRUCTION	53	433	717
VENTE	97	0	-100
SERVICES DE TRANSPORTS, ENTREPOSAGE	40 849	30 977	-24,2
SERVICES D'HEBERGEMENT ET DE RESTAURATION	8	0	-100
SERVICES D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION	23 667	10 516	-55,6
SERVICES FINANCIERS ET D'ASSURANCE	9 566	9 494	-0,8
SERVICES SPECIALISES, SCIENTIFIQUES ET TECHNI	12 616	12 967	2,8
SERVICES D'ENSEIGNEMENT	72	2 512	3388,9
SERVICES ARTISTIQUES, SPORTIFS ET RECREATIFS	201	6	-97
CORRECTION TERRITORIALE	23 145	22 586	-2,4
TOTAL	1 297 951	1 328 864	2,4

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

L'augmentation des dépenses d'importation de 2018 à 2019, s'explique essentiellement par l'accroissement des importations des produits tels que : « Produits alimentaires » (+3,7%), « machines, matériels et équipements divers » (+22,0%), « produits textiles, articles d'habillement » (+5,4%), « produits métallurgiques et de fonderie » (+11,3%) et « produits pharmaceutiques » (+48,9%).

2.4. Analyse des secteurs institutionnels en 2019

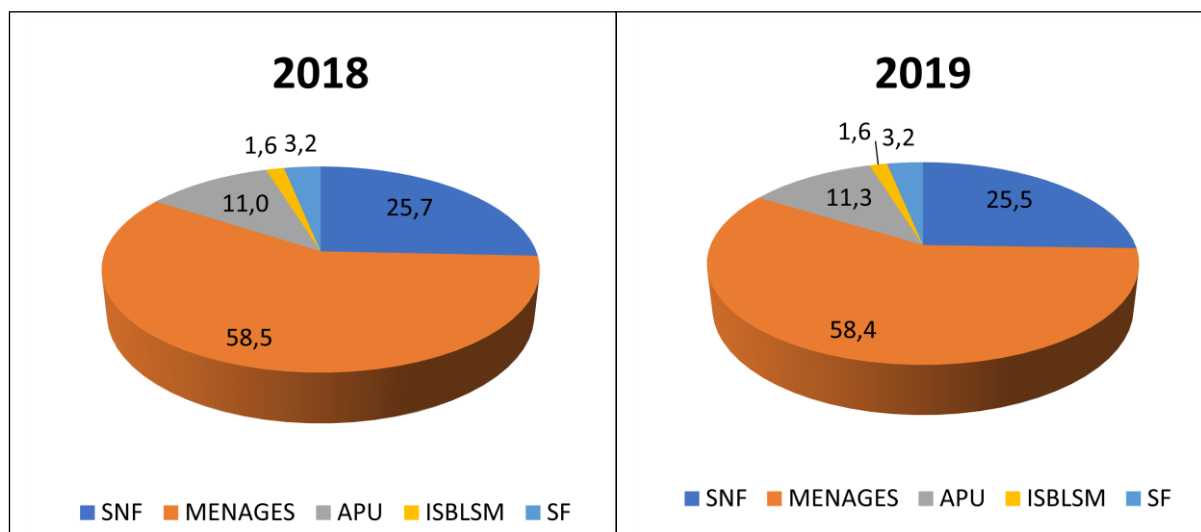
Les secteurs institutionnels sont des regroupements d'unités institutionnelles ayant des objectifs et des comportements économiques semblables. On en distingue cinq : les ménages (y compris les entrepreneurs individuels) ; les sociétés non financières ; les sociétés financières ; les Administrations publiques et les ISBLSM.

2.4.1. Valeur ajoutée brute par secteur institutionnel en 2019

En 2019, la VAB nominale créée par l'ensemble des secteurs institutionnels de l'économie nationale s'élève à 3 691,3 milliards de FCFA, soit une croissance de 3,7% par rapport à 2018. Plus de la moitié de la richesse ainsi créée provient des ménages et entrepreneurs individuels. En effet, en 2019, les Ménages détiennent 58,4% de la VAB totale de l'économie. Ce secteur est suivi des sociétés non financières avec un poids dans le de 25,5% puis de l'administration publique (11,3%).

La part des sociétés financières et celle des ISBLSM est faible avec des poids respectifs de 3,2% et 1,6%. Cette répartition de la valeur ajoutée selon les secteurs institutionnels évolue relativement peu. Même si les contributions des unités institutionnelles qui composent le secteur des ménages sont faibles, la prédominance de cet ensemble provient du nombre de ses unités et de la souplesse de leurs charges productives. De plus ce secteur est présent dans plusieurs branches d'activités notamment les branches du secteur primaire, le commerce, les transports, l'hébergement et la restauration.

Graphique 5: Part (en%) de chaque secteur institutionnel dans la VAB de 2018 et 2019



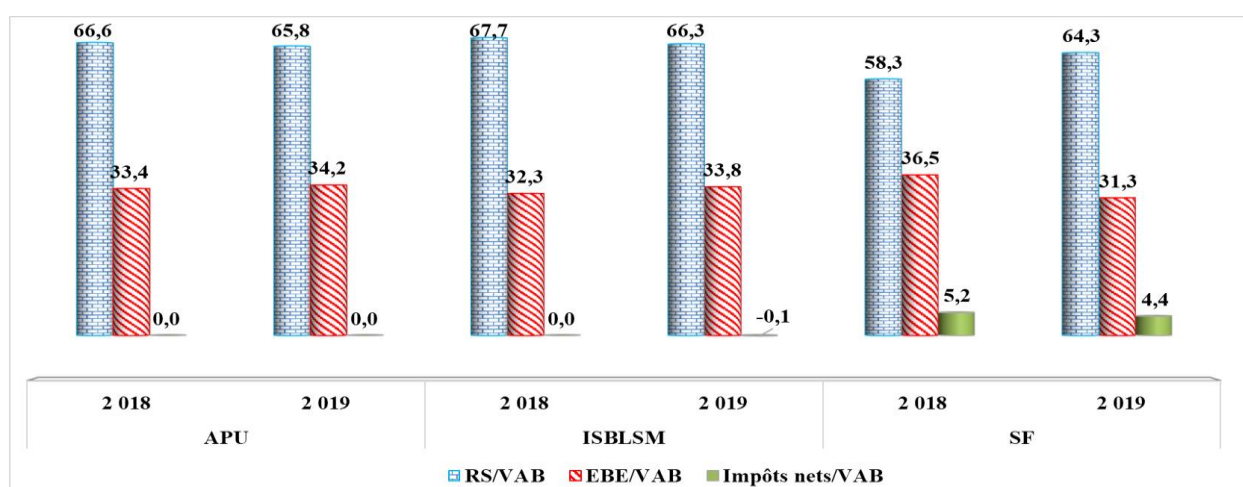
Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.4.2. Ventilation de la VAB dans les secteurs institutionnels

L'analyse des comptes des secteurs institutionnels montre que les secteurs marchands (SNF, SF, Ménages) affectent leur VA majoritairement à l'EBE et ceux non marchand le font plutôt avec la RS.

En 2019, l'analyse des résultats montre que les ISBLSM consacrent 66,3% de leur VAB à la rémunération des salariés contre 67,7% en 2018. Les APU ont les mêmes tendances avec 65,8% en 2019 contre 66,6% en 2018. Le troisième secteur rémunérant au mieux le facteur travail que le facteur capital est le secteur des sociétés financières qui alloue 64,3% de sa VAB à la RS en 2019 contre 58,3% en 2018.

Graphique 6: Ventilation (en %) de la VAB dans les SF, ISBLSM et APU

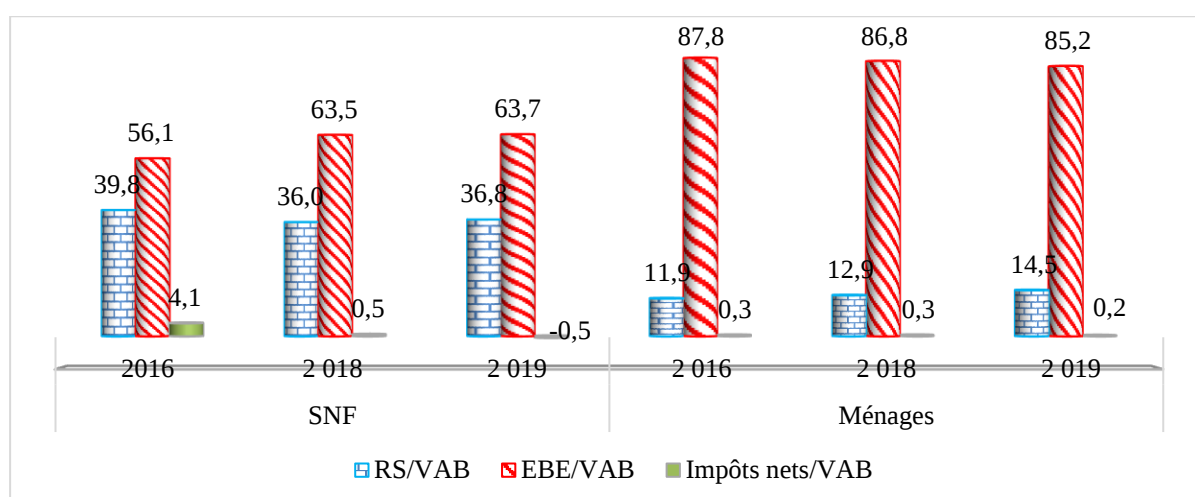


Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Somme toute, la même répartition tendancielle de la VAB est observée en 2019 et en 2018 avec les secteurs non marchands. Il faut cependant noter que la partie de leur VAB qui rémunère les salariés pour les secteurs des Ménages et des SNF, profite davantage aux détenteurs de capitaux qu'aux salariés. Courant 2019, les Ménages ont consacré 85,2% de la VAB à l'EBE contre 86,8% en 2018 et les SNF affectent 63,7% contre 63,5% en 2018.

Les entrepreneurs individuels sont des entités économiques qui ne distinguent pas la rémunération des salariés et le revenu d'exploitation. On parle alors de revenu mixte qui est un ensemble des deux rémunérations contenues dans le poste d'EBE. C'est l'une des raisons qui explique les proportions notées dans le secteur des ménages.

Graphique 7: Ventilation (en %) de la VAB dans les SNF et les Ménages



Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

2.4.3. Ménages

Une hausse de capacité de financement des Ménages

En 2019, le revenu disponible brut (RDB) des ménages et entrepreneurs individuels s'établit à 3 558,2 milliards de FCFA. Ce revenu qui est en hausse de 4,8% par rapport à 2018, est constitué des rémunérations salariales (30,0%), des revenus d'exploitation (51,6%), des revenus de la propriété net (14,2%) et du solde des autres transferts courants (6,5%). L'augmentation du RDB est essentiellement due à une hausse de la rémunération des salariés de 9,4% et des revenus de la propriété reçus par les ménages de 3,2%.

Le revenu disponible brut ainsi obtenu est utilisé à près de 86,6% pour les dépenses de consommation finale et 13,4% pour l'épargne. Le compte de capital des Ménages dégage une capacité de financement de 399,0 milliards de FCFA en 2019 contre 359,7 milliards de FCFA en 2018, soit une hausse de 10,9%. Cette augmentation de la capacité de financement est attribuée à la hausse de l'épargne (8,8%).

2.4.4. Situation des sociétés non financières (SNF)

Une baisse du taux de marge et du taux d'investissement des SNF

Le taux d'investissement des SNF passe de 44,2% à 40,0% entre 2018 et 2019, soit une baisse de 4,2 points. Cette baisse résulte de celle de la FBCF (-6,1%) contre une augmentation de 3,8% de la VAB. Le taux de marge des SNF s'établit à 63,7% en 2019, en augmentation de 0,2 point par rapport à 2018. La hausse du taux de marge s'explique également par l'augmentation plus que proportionnelle de l'EBE par rapport à la VAB. En effet, l'EBE passe de 577,2 milliards de FCFA en 2018 à 600,3 milliards de FCFA en 2019 soit une hausse de 4,2% par rapport à 2018 tandis que la VAB passe de 909,0 milliards de FCFA en 2018 à 942,3 milliards de FCFA en 2019.

Tableau 8: Quelques indicateurs sur les SNF

Indicateurs (en%)	2018	2019
Part Salariale dans la VAB (RS/VAB)	36,0	36,8
Taux de Marge (EBE/VAB)	63,5	63,7
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	44,2	40,0
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	-15,1	-8,6
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	-34,2	-21,5

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le solde du compte de capital des SNF présente un besoin de financement de 421,1 milliards de FCFA en 2019 contre 478,5 milliards de FCFA en 2018 soit une baisse de 12,0%. La diminution du besoin de financement est due principalement à la baisse de la FBCF (-6,1%).

2.4.5. Situation des sociétés financière

Baisse de la capacité de financement consécutive à la baisse des transferts en capital nets

Les sociétés financières, malgré la hausse de leur épargne de 2,1%, enregistrent une baisse de leur capacité de financement de 19,5% (94,6 milliards de FCFA en 2019 contre 117,6 milliards de FCFA en 2018). Cette baisse est principalement imputable à celle des transferts en capital nets qui passe de 12,5 milliards de FCFA en 2018 à -1,0 milliards de FCFA en 2019 soit une baisse de 107,9%.

Tableau 9: Quelques indicateurs sur les SF

Indicateurs (en%)	2018	2019
Part salariale dans la VAB (RS/VAB)	57,8	64,3
Taux de marge (EBE/VAB)	37,1	31,3
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	8,2	16,7
Taux d'épargne Brute (EB/VAB)	110,2	110,7
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	1328,5	662,2

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le taux de marge des sociétés financières obtenu par le rapport de l'EBE et la VAB a baissé de 5,8 points, passant de 37,1% en 2018 à 31,3% en 2019. Cette hausse est imputable à l'EBE qui a baissé de 14,2% et la VAB qui a augmenté de 1,6%. La baisse de la part de l'EBE est compensée par l'augmentation de la part salariale.

2.4.6. Administrations publiques (APU) et les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM)

Augmentation de l'épargne des APU

Le secteur des administrations publiques (APU) regroupe l'ensemble des unités légales, instituées par décision politique et exerçant un pouvoir législatif, judiciaire ou exécutif sur d'autres unités institutionnelles. Les principales fonctions des APU en tant qu'unités institutionnelles, sont (i) d'assumer la responsabilité de la fourniture de biens et de services à la collectivité ou aux ménages individuels, en la finançant par l'impôt ou par d'autres recettes, (ii) de redistribuer le revenu et le patrimoine au moyen de transfert et (iii) de s'engager dans une activité de production non marchande. Les administrations de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif (ISBL) financées et contrôlées par les APU font aussi partie des APU.

La production des APU est évaluée par la somme des coûts. Les coûts concernent essentiellement la rémunération des salariés (RSa), les dépenses en biens et services et la consommation de capital fixe (CCF). Ainsi, en 2019, la RSa versée par les APU se chiffre à 273,9 milliards de FCFA, en hausse de 5,6% par rapport au niveau de 2018. Dans le même temps, les APU dépensent 145,3 milliards de FCFA en biens et services, soit 2,0% de plus qu'en 2018. La résultante est que la production des APU s'établit à 561,8 milliards de FCFA, soit une hausse de 5,6% par rapport à celle de 2018.

Les APU ont dégagé une VAB de 416,5 milliards de FCFA en 2019, soit une augmentation de 6,9% par rapport à celle de 2018. Les recettes fiscales ayant permis le fonctionnement des APU en 2019 se sont établies à 551,4⁶ milliards de FCFA en augmentation de 12,1% par rapport à celles de 2018. Le taux de pression fiscale, qui exprime le poids des prélèvements obligatoires de l'Etat et des collectivités locales dans le PIB, est de 13,8% en 2019 contre 12,7% en 2018.

Tableau 10 : Quelques indicateurs sur les APU

Instrument d'analyse (%)	2018	2019
Taux d'investissement (FBCF/VAB)	51,1	45,8
Taux d'épargne (brute) (EB/VAB)	53,8	54,9
Taux d'autofinancement (EB/FBCF)	105,3	119,8

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

Le compte des APU en 2019, enregistre une épargne brute de 228,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de 9,2% de plus qu'en 2018. Cette épargne rapportée à la valeur ajoutée brute permet d'obtenir un taux d'épargne de 54,9% pour 2019, en augmentation de 1,1 point par rapport à 2018. La FBCF des APU diminue de 4,1% en 2019, passant de 199,0 milliards en 2018 à 190,9 milliards. L'autofinancement des APU s'est amélioré de 14,5 points.

⁶ TOFE TOGO, 2019

D'une capacité de financement à un besoin de financement des ISBLSM

Les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) sont des entités juridiques ou sociales non marchandes et non contrôlées par le pouvoir public. Les ISBLSM sont créées dans le but de produire des biens ou des services et leur statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou une autre forme de gain financier pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent. Elles fournissent des biens et des services gratuitement ou à des prix économiquement non significatifs. Les produits fournis par les ISBLSM sont soit destinés à la consommation individuelle (pour la plupart), soit des services collectifs.

Pour les ISBLSM, la VAB en 2019 est de 60,4 milliards de FCFA. Ce montant représente 3,6% de croissance par rapport à la VAB de 2018. Le revenu disponible brut des ISBLSM se chiffre à 43,8 milliards de FCFA en 2019. Les ISBLSM versent des transferts sociaux en nature pour 60,8 milliards de FCFA et bénéficient de transferts en capital pour 29,8 milliards de FCFA. Cela induit un besoin de financement de -9,5 milliards de FCFA contre une capacité de financement de 8,4 milliards de FCFA en 2018.

2.5. Compte du Reste du monde

L'analyse du solde du compte de capital du Reste du monde permet de constater qu'en 2019, l'économie togolaise dégage un besoin de financement de 145,3 milliards de FCFA, en hausse par rapport en 2018 où elle s'établissait à 77,4 milliards de FCFA. Le tableau suivant décrit la séquence complète des comptes du RDM avec l'évolution des soldes sus évoqués.

Tableau 11: Compte du Reste du monde de 2018 à 2019

En million de FCFA

	2018	2019
<i>Compte de production</i>		
Ressources	1 297 951	1 328 864
Importations	1 297 951	1 328 864
Emplois	949 931	979 516
Exportations	949 931	979 516
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	348 020	349 348
<i>Compte extérieur des revenus primaires et des transferts courants</i>		
Ressources	550 526,0	565 482,0
Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	348 020,0	349 348,0
Rémunération des salariés	13 144,0	12 243,0
Impôts - subventions sur produits & imports	-	-
Revenus de la propriété	111 521,0	122 034,0
Impôts courants sur les revenus et le capital	-	0,0
Contributions sociales	3 498,0	3 131,0
Prestations sociales autres qu'en nature	712,0	515,0
Autres transferts courants	73 631,0	78 211,0
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	-	-
Emplois	452 173,0	540 946,0
Rémunération des salariés	30 670,0	30 102,0
Impôts - subventions sur produits & imports	-	9 911,0
Revenus de la propriété	109 414,0	115 552,0
Impôts courants sur les revenus et le capital	362,0	362,0
Contributions sociales	123,0	117,0
Prestations sociales autres qu'en nature	4 248,0	4 327,0
Autres transferts courants	307 356,0	380 575,0
Ajustement pour variation des intérêts des ménages	-	-
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	98 353,0	1 328 864,0
<i>Compte de capital</i>		
Ressources	-77 382,0	-145 348,0
Solde des opérations courantes avec l'extérieur	98 353,0	24 536,0
Transferts en capital à recevoir (+)	19 418,0	39 664,0
Transferts en capital à payer (-)	-195 153,0	-209 548,0
Variations de valeur nette dues à l'épargne...	-77 382,0	-145 348,0
Emplois	0,0	0,0
Capacité/Besoin de financement	-77 382,0	-145 348,0

Source : Comptes nationaux - Base 2016, INSEED

En 2019, le déficit du solde des échanges extérieurs de biens et services a augmenté de 0,4% du fait d'une hausse des exportations de 3,1% par rapport à 2018.

Le solde des opérations courantes avec l'extérieur est de 24,5 milliards de FCFA en 2019 indiquant ainsi que le reste du monde a reçu plus de revenus primaires et de transfert courants qu'il en a versé au Togo. Ce solde est en nette diminution par rapport à son niveau de 2018 qui était de 98,4 milliards de FCFA. Cela signifie que le RDM a disposé sur les deux années d'une d'épargne mobilisée à partir des échanges effectués avec le Togo. Les transferts en capital nets ont baissé de 3,3% passant de -175,7 milliards de FCFA en 2018 à -169,9 milliards de FCFA en 2019.

BIBLIOGRAPHIE

BCE (2019), *Rapport annuel*

BCEAO (2019), *Balance de paiement et position extérieure globale du Togo*

Luc Eyraud (2007), *Guide pratique des comptes chaînés*, Document de travail de la DGTPE, Numéro 2007/04 - Juillet

Système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)

Emmanuel NGOK (2013), *Prix/ Volume en comptabilité nationale : Chaînage*, séminaire régional de la comptabilité nationale, Cotonou

ANNEXES

Annexe 1: Ventilation de la valeur ajoutée par branche d'activités à prix courants

Unité = 1 million de FCFA

Branches	2018	2019
Agriculture	595 371	601 919
Elevage et chasse	94 484	113 677
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	50 519	55 088
Pêche et aquaculture	26 811	28 843
Activités extractives	42 913	33 191
Fabrication de produits alimentaires	157 978	165 021
Fabrication de boissons	67 711	67 704
Fabrication de produits à base de tabac	109	112
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	33 937	36 397
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	53 403	43 898
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	57 672	61 877
Fabrication de produits pharmaceutiques	4 803	6 245
Travail du caoutchouc et du plastique	14 113	15 358
Fabrication de matériaux de construction	45 441	46 487
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	8 905	7 583
Fabrication de machines et d'équipements divers	8 696	4 032
Autres industries manufacturières	36 207	38 856
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	28 455	24 034
Production et distribution d'électricité et de gaz	72 519	67 298
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	81 410	78 266
Construction	106 804	96 196
Commerce	251 846	237 219
Transports et entreposage	299 650	314 396
Hébergement, restauration et débits de boissons	80 936	93 198
Information et communication	187 077	220 845
Activités financières et d'assurance	116 164	117 787
Activités immobilières	244 620	262 630
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100 820	115 117
Activités de services de soutien et de bureau	73 080	88 410
Activités d'administration publique	242 832	250 842
Education	191 427	205 280
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	69 024	72 931
Activités artistiques, sportives et récréatives	35 683	36 478
Autres activités de services n.c.a.	71 735	75 248
Activités spéciales des ménages	8 058	8 862
Total Branche	3 561 213	3 691 325
Impôts et Taxes nets de subventions	343 140	405 748
Impôts et Taxes nets de subventions (sans TVA)	144 209	160 268
TVA non déductible	198 931	245 480
Produit Intérieur Brut	3 904 353	4 097 073

Annexe 2: Valeur ajoutée brute par branche d'activités de 2016 à 2018 en volume

Unité = 1 million de FCFA

Branches	2018	2019
Agriculture	631 969	664 262
Elevage et chasse	106 673	118 867
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	52 860	53 648
Pêche et aquaculture	28 052	28 720
Activités extractives	54 861	44 956
Fabrication de produits alimentaires	155 317	167 685
Fabrication de boissons	69 901	70 340
Fabrication de produits à base de tabac	110	113
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	33 893	33 705
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	49 966	41 978
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	56 624	58 633
Fabrication de produits pharmaceutiques	4 646	5 877
Travail du caoutchouc et du plastique	11 286	14 752
Fabrication de matériaux de construction	49 204	52 637
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	9 011	8 619
Fabrication de machines et d'équipements divers	8 549	4 273
Autres industries manufacturières	32 743	35 292
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	27 959	23 942
Production et distribution d'électricité et de gaz	73 512	72 252
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	83 331	85 957
Construction	105 643	91 955
Commerce	247 856	233 702
Transports et entreposage	305 054	322 754
Hébergement, restauration et débits de boissons	47 081	47 576
Information et communication	206 716	252 912
Activités financières et d'assurance	119 406	121 785
Activités immobilières	245 406	262 085
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	100 868	115 284
Activités de services de soutien et de bureau	74 535	89 604
Activités d'administration publique	240 863	249 057
Education	189 212	197 505
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	64 620	64 627
Activités artistiques, sportives et récréatives	35 658	36 486
Autres activités de services n.c.a.	71 378	73 749
Activités spéciales des ménages	7 120	7 291
Total Branche	3 601 883	3 752 880
Impôts et Taxes nets de subventions	324 828	372 656
Impôts et Taxes nets de subventions (sans TVA)	130 650	140 778
TVA non déductible	194 178	231 878
Produit Intérieur Brut	3 921 441	4 114 487

Annexe 3: Matrice emploi

- *Emploi 2019*

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	2 395	7 077	2 380	994 798	180 031	1 186 681
Elevage et chasse	942	1 717	2143	5 555	3 683	14 040
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	196	1 591	85	561	373	2 806
Pêche et aquaculture	54	120	75	6 175	114	6 538
Activités extractives	9 865	2 270	931	2 788	2 665	18 519
Fabrication de produits alimentaires	6 349	12 251	4 008	89 445	9 758	121 811
Fabrication de boissons	2 949	600	287	6 850	0	10 686
Fabrication de produits à base de tabac	0	3	1	4	0	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	1 908	14 913	4 084	127 515	4 519	152 939
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	7 008	3 470	1 698	15 945	871	28 992
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	1 492	2 811	454	12 198	882	17 837
Fabrication de produits pharmaceutiques	118	980	85	4 181	1 641	7 005
Travail du caoutchouc et du plastique	5 168	413	61	3 428	0	9 070
Fabrication de matériaux de construction	1 489	815	329	1 544	0	4 177
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	1796	8 449	4 255	13 524	517	28 541
Fabrication de machines et d'équipements divers	40	2 840	751	5 343	838	9 812
Autres industries manufacturières	8 552	1 263	859	10 689	0	21 363
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	2 840	3 329	527	8 817	1 387	16 900
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 880	28	7	110	0	2 025
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 563	376	135	1 804	1	3 879
Construction	14 550	17 995	9 253	249	0	42 047
Commerce	26 295	194 854	18 523	269 663	14 419	523 754
Transports et entreposage	10 276	22 371	5 725	37 787	100	76 259
Hébergement, restauration et débits de boissons	4 679	28 019	11 369	261 690	21 458	327 215
Information et communication	5 505	760	303	3 073	38	9 679
Activités financières et d'assurance	11 556	266	66	0	4	11 892
Activités immobilières	240	379	47	147	3	816
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	29 477	767	290	2 723	21	33 278
Activités de services de soutien et de bureau	19 554	4 383	448	2 550	180	27 115
Activités d'administration publique	47 241	0	0	0	0	47 241
Education	128 633	36 729	466	1019	13	166 860
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	35 874	9 973	578	5 162	29	51 616
Activités artistiques, sportives et récréatives	1 934	1 434	463	2 557	823	7 211
Autres activités de services n.c.a.	17 971	28 486	13 165	73 679	1 977	135 278
Activités spéciales des ménages	0	0	0	53 705	0	53 705
Total Economie par type d'emplois	410 389	411 732	83 851	2 025 278	246 345	3 177 595

• *Emploi 2018*

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	2 443	6 962	2 342	982 581	177 980	1 172 308
Élevage et chasse	786	1 506	863	4 867	3 225	11 247
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	213	1 450	78	512	365	2 618
Pêche et aquaculture	53	112	70	5 749	106	6 090
Activités extractives	10 284	1 875	768	2 299	2 479	17 705
Fabrication de produits alimentaires	5 408	12 115	4 061	90 778	10 016	122 378
Fabrication de boissons	2 058	581	278	6 642	0	9 559
Fabrication de produits à base de tabac	0	3	1	4	0	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	2 123	14 898	4 081	127 490	4 519	153 111
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	8 099	3 355	1 642	15 413	842	29 351
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	3 867	2 711	438	11 805	860	19 681
Fabrication de produits pharmaceutiques	212	955	83	4 074	1 599	6 923
Travail du caoutchouc et du plastique	5 382	409	60	3 397	0	9 248
Fabrication de matériaux de construction	1 234	795	319	1 498	0	3 846
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	999	10 029	5 050	16 052	614	32 744
Fabrication de machines et d'équipements divers	136	2 792	738	5 252	824	9 742
Autres industries manufacturières	7 196	1 373	974	11 881	0	21 424
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	2 680	3 329	527	8 817	1 387	16 740
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 573	28	7	110	0	1 718
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 498	374	136	1 811	1	3 820
Construction	14 243	15 206	7 818	210	0	37 477
Commerce	24 116	205 627	26 167	333 427	17 969	607 306
Transports et entreposage	13 273	21 895	5 600	35 909	95	76 772
Hébergement, restauration et débits de boissons	4 118	26 876	10 905	251 016	20 583	313 498
Information et communication	4 432	721	290	2 978	37	8 458
Activités financières et d'assurance	10 439	260	64	0	4	10 767
Activités immobilières	693	358	45	142	3	1 241
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	23 784	744	282	2 641	20	27 471
Activités de services de soutien et de bureau	11 134	4 252	435	2 480	175	18 476
Activités d'administration publique	47 421	0	0	0	0	47 421
Education	95 498	40 637	448	976	12	137 571
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	34 376	9 779	551	5 255	85	50 046
Activités artistiques, sportives et récréatives	5 440	1 591	548	3 147	810	11 536
Autres activités de services n.c.a.	12 378	27 180	12 541	70 405	1 889	124 393
Activités spéciales des ménages	0	0	0	48 833	0	48 833
Total Economie par type d'emplois	357 589	420 778	88 210	2 058 451	246 499	3 171 527

• *Emploi 2017*

Branches d'activités	Salariés		Entrepreneurs individuels		Aides familiaux	Total de la branche
	Salariés déclarés	Salariés non déclarés	Patrons	Pour compte propre		
Agriculture	3 943	6 394	2 157	924 130	168 243	1 104 867
Elevage et chasse	658	1 730	890	5 256	3 483	12 017
Sylviculture, exploitation forestière et activités de soutien	168	1 530	82	538	358	2 676
Pêche et aquaculture	38	125	77	6 333	117	6 690
Activités extractives	4 452	1 836	752	2 251	1 560	10 851
Fabrication de produits alimentaires	4 409	11 223	3 866	87 105	9 572	116 175
Fabrication de boissons	3 423	600	285	6 694	7	11 009
Fabrication de produits à base de tabac	0	3	1	4	0	8
Fabrication de textiles, d'articles d'habillement, travail du cuir et fabrication d'articles de voyage et de chaussures	401	13 714	3 754	116 954	4 143	138 966
Fabrication de produits en bois, en papier ou en carton, imprimerie et reproduction d'enregistrements	6 301	3 291	1 647	15 064	822	27 125
Raffinage pétrolier, cokéfaction et fabrication de produits chimiques	2 893	2 715	425	11 431	831	18 295
Fabrication de produits pharmaceutiques	137	925	80	3 946	1 549	6 637
Travail du caoutchouc et du plastique	4 654	439	59	3 333	0	8 485
Fabrication de matériaux de construction	1 208	781	307	1 444	0	3 740
Métallurgie, fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux	855	9 703	4 886	15 530	594	31 568
Fabrication de machines et d'équipements divers	250	2 973	720	5 122	804	9 869
Autres industries manufacturières	6 757	1 438	950	10 821	8	19 974
Réparation et installation de machines et d'équipements professionnels	4 010	3 222	700	8 534	1 342	17 808
Production et distribution d'électricité et de gaz	1 716	27	7	107	0	1 857
Production et distribution d'eau, assainissement, traitement des déchets et dépollution	1 066	380	135	1 795	1	3 377
Construction	10 614	15 766	7 684	447	4	34 515
Commerce	26 010	200 997	20 439	270 752	14 438	532 636
Transports et entreposage	11 134	22 312	5 579	35 221	97	74 343
Hébergement, restauration et débits de boissons	2 224	21 400	8 303	188 668	15 474	236 069
Information et communication	7 287	1 423	317	2 974	38	12 039
Activités financières et d'assurance	8 642	254	63	6	4	8 969
Activités immobilières	7 390	929	51	172	3	8 545
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	38 811	915	743	4 759	42	45 270
Activités de services de soutien et de bureau	7 206	11 809	568	2 500	172	22 255
Activités d'administration publique	44 228	0	0	0	0	44 228
Education	67 056	24 808	1 363	1 183	28	94 438
Activités pour la santé humaine et l'action sociale	18 186	36 732	1018	4 967	92	60 995
Activités artistiques, sportives et récréatives	1 228	1 597	525	2 993	765	7 108
Autres activités de services n.c.a.	10 007	29 171	12 446	68 670	1 857	122 151
Activités spéciales des ménages	0	0	0	43 518	0	43 518
Total Economie par type d'emplois	307 362	431 162	80 879	1 853 222	226 448	2 899 073

Annexe 4.1: Tableau des Ressources et des Emplois (TRE) 2019 en valeur

[illegible]

Annexe 5: Tableau des Comptes Économiques Intégrés (TCEI) de 2016 à 2019

Annexe 5.1 : Comptes du reste du monde de 2016 à 2019

		Unité = 1 million de F CFA			
		2016	2017	2018	2019
	Ressources	1 428 817,0	1 220 480,0	1 297 951,0	1 328 864,0
OP7	Importations	1 428 817,0	1 220 480,0	1 297 951,0	1 328 864,0
	Emplois	961 748,0	938 429,0	949 931,0	979 516,0
OP6	Exportations	961 748,0	938 429,0	949 931,0	979 516,0
B11	Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467 069,0	282 051,0	348 020,0	349 348,0
	Ressources	668 599,0	503 805,0	550 526,0	565 482,0
B11	Solde des échanges extérieurs de Biens et Services	467 069,0	282 051,0	348 020,0	349 348,0
OD1	Rémunération des salariés	9 172,0	16 173,0	13 144,0	12 243,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0,0	0,0	0,0	0,0
D4	Revenus de la propriété	123 209,0	128 658,0	111 521,0	122 034,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0,0	0,0	0,0	0,0
OD6001	Contributions sociales	3 713,0	4 307,0	3 498,0	3 131,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	5,0	268,0	712,0	515,0
OD7	Autres transferts courants	65 431,0	72 348,0	73 631,0	78 211,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
	Emplois	462 601,0	479 745,0	452 173,0	540 946,0
OD1	Rémunération des salariés	25 009,0	31 847,0	30 670,0	30 102,0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	7 216,0	5 423,0	0,0	9 911,0
D4	Revenus de la propriété	158 837,0	133 085,0	109 414,0	115 552,0
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	550,0	550,0	362,0	362,0
OD6001	Contributions sociales	542,0	576,0	123,0	117,0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	3 313,0	3 458,0	4 248,0	4 327,0
OD7	Autres transferts courants	267 134,0	304 806,0	307 356,0	380 575,0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0,0	0,0	0,0	0,0
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	205 998,0	24 060,0	98 353,0	24 536,0
	Ressources	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0	-145 348,0
B.12	Solde des opérations courantes avec l'extérieur	205 998,0	24 060,0	98 353,0	24 536,0
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	10 300,0	12 810,0	19 418,0	39 664,0
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-173 851,0	-154 242,0	-195 153,0	-209 548,0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0	-145 348,0
	Emplois	0,0	0,0	0,0	0,0
B09	Capacité/Besoin de financement	42 447,0	-117 372,0	-77 382,0	-145 348,0

Annexe 5.2 : Comptes des Administrations publiques et de Sécurité sociale de 2016 à 2019

		2 016	2 017	2 018	2 019
	Ressources	566 410	528 797	532 095	561 821
OP1	Production	566 410	528 797	532 095	561 821
	Emplois	183 569	129 485	142 550	145 337
OP2	Consommation intermédiaire	183 569	129 485	142 550	145 337
B01	Valeur ajoutée brute	382 841	399 312	389 545	416 484
	Ressources	382 841	399 312	389 545	416 484
B01	Valeur ajoutée brute	382 841	399 312	389 545	416 484
	Emplois	256 106	246 742	259 541	273 969
OD1	Rémunération des salariés	256 075	246 665	259 388	273 857
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	31	77	153	112
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	31	77	153	112
B0A	Revenu d'exploitation	126 735	152 570	130 004	142 515
	Ressources	519 616	552 036	601 389	634 391
B0A	Revenu d'exploitation	126 735	152 570	130 004	142 515
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0

		2 016	2 017	2 018	2 019
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	353 664	347 070	360 046	421 466
D4	Revenus de la propriété	39 217	52 396	111 339	70 410
	Emplois	57 628	47 411	71 361	88 399
D4	Revenus de la propriété	57 628	47 411	71 361	88 399
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	461 988	504 625	530 028	545 992
	Ressources	816 807	818 220	890 959	956 492
B05	<i>Solde des revenus primaires / Revenu national</i>	461 988	504 625	530 028	545 992
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	92 787	103 405	123 569	129 587
OD6001	Contributions sociales	89 237	94 838	100 163	91 217
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	172 795	115 352	137 199	189 696
	Emplois	213 430	144 596	165 943	185 100
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	1	3	6	6
OD6001	Contributions sociales	0	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	57 961	62 386	67 937	67 337
OD7	Autres transferts courants	155 468	82 207	98 000	117 757
B06	Revenu disponible brut	603 377	673 624	725 016	771 392
	Ressources	603 377	673 624	725 016	771 392
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	603 377	673 624	725 016	771 392
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0
	Emplois	163 481	171 272	152 104	170 863
OD6003	Transferts sociaux en nature	163 481	171 272	152 104	170 863
B07	Revenu disponible ajusté	439 896	502 352	572 912	600 529
	Ressources	603 377	673 624	725 016	771 392
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	603 377	673 624	725 016	771 392
	Emplois	556 968	518 460	515 483	542 682
OP3	Dépense de consommation finale	556 968	518 460	515 483	542 682
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0
B08	Épargne brute	46 409	155 164	209 533	228 710
	Ressources	104 470	187 974	274 157	276 304
B08	<i>Épargne brute</i>	46 409	155 164	209 533	228 710
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	68 779	41 407	72 712	60 186
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-10 718	-8 597	-8 088	-12 592
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	104 470	187 974	274 157	276 304
	Emplois	311 356	191 357	201 912	193 972
P51	Formation Brute de capitale Fixe	308 849	183 637	199 042	190 870
P52	Variation de stocks	1 036	1 201	2 154	2 373
AN2	Actifs non produits	1 471	6 519	716	729
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	-206 886	-3 383	72 245	82 332

Annexe 5.3 : Comptes des Ménages et des Entrepreneurs Individuels (EI) de 2016 à 2019

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018	2 019
	Ressources	3 570 899	3 641 574	3 692 022	3 824 236
OP1	Production	3 570 899	3 641 574	3 692 022	3 824 236
	Emplois	1 661 356	1 642 838	1 603 016	1 669 288
OP2	Consommation intermédiaire	1 661 356	1 642 838	1 603 016	1 669 288
B01	Valeur ajoutée brute	1 909 543	1 998 736	2 089 006	2 154 948
	Ressources	1 909 543	1 998 736	2 089 006	2 154 948
B01	<i>Valeur ajoutée brute</i>	1 909 543	1 998 736	2 089 006	2 154 948
	Emplois	234 912	253 601	271 633	318 309
OD1	Rémunération des salariés	229 583	245 730	265 327	312 955
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	5 329	7 871	6 306	5 354
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	5 329	7 871	6 306	5 354
B0A	Revenu d'exploitation	1 674 631	1 745 135	1 817 373	1 836 639
	Ressources	3 151 670	3 273 612	3 334 214	3 462 842

		2 016	2 017	2 018	2 019
B0A	<i>Revenu d'exploitation</i>	1 674 631	1 745 135	1 817 373	1 836 639
OD1	Rémunération des salariés	926 031	927 975	974 995	1 066 803
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	551 008	600 502	541 846	559 400
	Emplois	47 377	39 030	47 065	53 897
D4	Revenus de la propriété	47 377	39 030	47 065	53 897
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	3 104 293	3 234 582	3 287 149	3 408 945
	Ressources	3 560 338	3 656 368	3 734 634	3 789 139
B05	<i>Solde des revenus primaires / Revenu national</i>	3 104 293	3 234 582	3 287 149	3 408 945
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	1 860	1 744	1 526	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	72 751	77 631	79 987	71 149
OD7	Autres transferts courants	381 434	342 411	365 972	309 045
	Emplois	348 733	322 124	340 096	230 980
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	33 795	46 580	54 585	58 960
OD6001	Contributions sociales	103 890	110 624	112 052	94 231
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	1 860	1 744	1 511	0
OD7	Autres transferts courants	209 188	163 176	171 948	77 789
B06	Revenu disponible brut	3 211 605	3 334 244	3 394 538	3 558 159
	Ressources	3 436 025	3 563 265	3 605 439	3 789 824
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	3 211 605	3 334 244	3 394 538	3 558 159
OD6003	Transferts sociaux en nature	224 420	229 021	210 901	231 665
	Emplois	0	0	0	0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0
B07	Revenu disponible ajusté	3 436 025	3 563 265	3 605 439	3 789 824
	Ressources	3 211 605	3 334 244	3 394 538	3 558 159
B06	<i>Revenu disponible brut</i>	3 211 605	3 334 244	3 394 538	3 558 159
	Emplois	2 726 733	2 790 310	2 930 989	3 080 812
OP3	Dépense de consommation finale	2 726 733	2 790 310	2 930 989	3 080 812
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0
B08	Épargne brute	484 872	543 934	463 549	477 347
	Ressources	555 214	618 035	545 480	577 018
B08	<i>Épargne brute</i>	484 872	543 934	463 549	477 347
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	70 438	74 101	81 931	99 671
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-96	0	0	0
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	555 214	618 035	545 480	577 018
	Emplois	220 582	172 747	178 940	178 041
P51	Formation Brute de capitale Fixe	214 063	115 290	84 254	118 566
P52	Variation de stocks	24 542	78 217	125 526	82 497
AN2	Actifs non produits	-18 023	-20 760	-30 840	-23 022
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	334 632	445 288	366 540	398 977

Annexe 5.4 : Comptes des Institutions Financières (IF) de 2016 à 2019

		2 016	2 017	2 018	2 019
	Ressources	158 542	174 734	188 392	206 398
OP1	Production	158 542	174 734	188 392	206 398
	Emplois	54 702	64 706	73 068	89 250
OP2	Consommation intermédiaire	54 702	64 706	73 068	89 250
B01	Valeur ajoutée brute	103 840	110 028	115 324	117 148
	Ressources	103 840	110 028	115 324	117 148
B01	<i>Valeur ajoutée brute</i>	103 840	110 028	115 324	117 148
	Emplois	64 989	70 269	72 558	80 460
OD1	Rémunération des salariés	59 207	63 964	66 644	75 280
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	5 782	6 305	5 914	5 180
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	5 782	6 305	5 914	5 180
B0A	Revenu d'exploitation	38 851	39 759	42 766	36 688

		2 016	2 017	2 018	2 019
	Ressources	261 116	239 403	264 756	265 341
B0A	Revenu d'exploitation	38 851	39 759	42 766	36 688
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	222 265	199 644	221 990	228 653
	Emplois	144 828	187 632	123 843	118 035
D4	Revenus de la propriété	144 828	187 632	123 843	118 035
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	116 288	51 771	140 913	147 306
	Ressources	159 198	95 118	177 448	176 608
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	116 288	51 771	140 913	147 306
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	1 345	1 503	1 081	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	41 565	41 844	35 454	29 302
	Emplois	53 755	55 560	50 396	46 950
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	5 560	8 618	8 692	9 029
OD6001	Contributions sociales	0	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	1 345	1 503	1 081	0
OD7	Autres transferts courants	46 850	45 439	40 623	37 921
B06	Revenu disponible brut	105 443	39 558	127 052	129 658
	Ressources	105 443	39 558	127 052	129 658
B06	Revenu disponible brut	105 443	39 558	127 052	129 658
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0
	Emplois	0	0	0	0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0
B07	Revenu disponible ajusté	105 443	39 558	127 052	129 658
	Ressources	105 443	39 558	127 052	129 658
B06	Revenu disponible brut	105 443	39 558	127 052	129 658
	Emplois	0	0	0	0
OP3	Dépense de consommation finale	0	0	0	0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0
B08	Épargne brute	105 443	39 558	127 052	129 658
	Ressources	118 456	52 640	139 595	128 668
B08	Épargne brute	105 443	39 558	127 052	129 658
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	16 103	16 925	18 368	10 909
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-3 090	-3 843	-5 825	-11 899
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	118 456	52 640	139 595	128 668
	Emplois	78 832	27 596	22 037	34 037
P51	Formation Brute de capitale Fixe	69 163	19 151	9 490	19 581
P52	Variation de stocks	1	-5	28	29
AN2	Actifs non produits	9 668	8 450	12 519	14 427
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	39 624	25 044	117 558	94 631

Annexe 5.5 : Comptes des Sociétés Non Financières de 2016 à 2019

Unité = 1 million de F CFA

		2 016	2 017	2 018	2 019
	Ressources	2 353 902	2 311 768	2 409 696	2 558 841
OP1	Production	2 353 902	2 311 768	2 409 696	2 558 841
	Emplois	1 507 032	1 491 984	1 500 678	1 616 542
OP2	Consommation intermédiaire	1 507 032	1 491 984	1 500 678	1 616 542
B01	Valeur ajoutée brute	846 870	819 784	909 018	942 299
	Ressources	846 870	819 784	909 018	942 299
B01	Valeur ajoutée brute	846 870	819 784	909 018	942 299
	Emplois	362 285	321 780	331 836	341 995
OD1	Rémunération des salariés	328 521	317 775	327 304	346 763
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	33 764	4 005	4 532	-4 768
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	33 764	4 005	4 532	-4 768

		2 016	2 017	2 018	2 019
B0A	Revenu d'exploitation	484 585	498 004	577 182	600 304
	Ressources	516 556	527 688	611 948	636 113
B0A	Revenu d'exploitation	484 585	498 004	577 182	600 304
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	31 971	29 684	34 766	35 809
	Emplois	564 863	606 243	669 804	640 469
D4	Revenus de la propriété	564 863	606 243	669 804	640 469
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	-48 307	-78 555	-57 856	-4 356
	Ressources	58 460	10 540	65 812	99 370
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	-48 307	-78 555	-57 856	-4 356
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	7 535	8 072	5 907	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	99 232	81 023	117 761	103 726
	Emplois	166 546	138 698	203 240	180 463
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	52 881	47 654	59 919	61 226
OD6001	Contributions sociales	0	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	7 535	8 072	5 907	0
OD7	Autres transferts courants	106 130	82 972	137 414	119 237
B06	Revenu disponible brut	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
	Ressources	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
B06	Revenu disponible brut	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0
	Emplois	0	0	0	0
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0
B07	Revenu disponible ajusté	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
	Ressources	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
B06	Revenu disponible brut	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
	Emplois	0	0	0	0
OP3	Dépense de consommation finale	0	0	0	0
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0
B08	Épargne brute	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
	Ressources	-106 777	-128 609	-144 544	-87 327
B08	Épargne brute	-108 086	-128 158	-137 428	-81 093
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	7 489	7 235	4 535	17 564
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	-6 180	-7 686	-11 651	-23 798
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	-106 777	-128 609	-144 544	-87 327
	Emplois	102 514	231 159	342 805	333 770
P51	Formation Brute de capitale Fixe	199 985	309 759	401 362	376 822
P52	Variation de stocks	-104 355	-84 336	-76 157	-50 918
AN2	Actifs non produits	6 884	5 736	17 600	7 866
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	-209 291	-359 768	-487 349	-421 097

Annexe 5.6 : Comptes des Institutions Sans But Lucratif au service des ménages (ISBL-SM) de 2016 à 2019

		2 016	2 017	2 018	2 019
	Ressources	72 187	75 000	75 352	78 711
OP1	Production	72 187	75 000	75 352	78 711
	Emplois	18 971	17 981	17 032	18 265
OP2	Consommation intermédiaire	18 971	17 981	17 032	18 265
B01	Valeur ajoutée brute	53 216	57 019	58 320	60 446
	Ressources	53 216	57 019	58 320	60 446
B01	Valeur ajoutée brute	53 216	57 019	58 320	60 446
	Emplois	36 852	37 534	38 807	40 018
OD1	Rémunération des salariés	36 808	38 167	38 806	40 089

		2 016	2 017	2 018	2 019
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	44	-633	1	-71
D.21-D.31	Impôts moins subventions sur les produits	0	0	0	0
D.29-D.39	Autres impôts - subventions sur la production	44	-633	1	-71
B0A	Revenu d'exploitation	16 364	19 485	19 513	20 428
	Ressources	22 227	22 002	19 539	20 476
B0A	Revenu d'exploitation	16 364	19 485	19 513	20 428
OD1	Rémunération des salariés	0	0	0	0
D.2-D.3	Impôts - subventions sur produits & imports	0	0	0	0
D4	Revenus de la propriété	5 863	2 517	26	48
	Emplois	0	0	1	2
D4	Revenus de la propriété	0	0	1	2
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	22 227	22 002	19 538	20 474
	Ressources	50 923	52 930	48 162	46 982
B05	Solde des revenus primaires / Revenu national	22 227	22 002	19 538	20 474
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	0	0
OD6001	Contributions sociales	742	736	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	0	0	0	0
OD7	Autres transferts courants	27 954	30 192	28 624	26 508
	Emplois	4 383	5 306	3 320	3 213
OD5	Impôts courants sur les revenus et le capital	0	0	5	4
OD6001	Contributions sociales	0	0	0	0
OD6002	Prestations sociales autres qu'en nature	742	736	15	0
OD7	Autres transferts courants	3 641	4 570	3 300	3 209
B06	Revenu disponible brut	46 540	47 624	44 842	43 769
	Ressources	46 540	47 624	44 842	43 769
B06	Revenu disponible brut	46 540	47 624	44 842	43 769
OD6003	Transferts sociaux en nature	0	0	0	0
	Emplois	60 939	57 749	58 797	60 802
OD6003	Transferts sociaux en nature	60 939	57 749	58 797	60 802
B07	Revenu disponible ajusté	-14 399	-10 125	-13 955	-17 033
	Ressources	46 540	47 624	44 842	43 769
B06	Revenu disponible brut	46 540	47 624	44 842	43 769
	Emplois	55 957	57 749	58 764	60 802
OP3	Dépense de consommation finale	55 957	57 749	58 764	60 802
OD8	Ajustement pour variation des intérêts des ménages	0	0	0	0
B08	Épargne brute	-9 417	-10 125	-13 922	-17 033
	Ressources	11 409	11 765	9 831	12 810
B08	Épargne brute	-9 417	-10 125	-13 922	-17 033
OD9 (+)	Transferts en capital à recevoir (+)	20 826	21 890	23 753	29 843
OD9 (-)	Transferts en capital à payer (-)	0	0	0	0
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B.10.1	Variations de valeur nette dues à l'épargne...	11 409	11 765	9 831	12 810
	Emplois	11 935	1 574	1 443	22 305
P51	Formation Brute de capitale Fixe	11 935	1 519	1 439	22 305
P52	Variation de stocks	0	0	-1	0
AN2	Actifs non produits	0	55	5	0
ODZ	Opérations transitoires	0	0	0	0
B09	Capacité/Besoin de financement	-526	10 191	8 388	-9 495



Mesurer pour éclairer

Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques et Démographiques
59, Rue de la KOZAH, Immeuble INSEED-CENETI, BP : 118 Lomé-Togo.
Tel. (+228) 22 21 62 64 – 22 21 22 87, email : inseed@inseed.tg, site web : www.inseed.tg